

# R SE 2019 2022 AUX JEU NES



≡ **Les 1000 jours!** ≡

+ de 20 rencontres, thématiques, débats!  
164 animateur•rices, 1072 jeunes, 206 centres sociaux,  
22 fédérations de centres sociaux,  
4 séminaires annuels, 5 formations

**R**  **SEAUX**  
**2019** **JEU**  **ES** **2022**

— LES 1000 JOURS! —

# ÉDITO



Il y a cinq ans l'Assemblée Générale de la FCSF adoptait la motion «Mobilisation commune pour une pédagogie de l'engagement». Que de chemin parcouru depuis! Presque partout en France, des actions sont menées par les fédérations locales et les centres sociaux pour «développer l'engagement des jeunes au service de l'intérêt général et de la citoyenneté». Et qu'est-ce que nous avons appris au cours de ces années!

Il y a tout d'abord l'engagement des jeunes. Concernés par leur cité, accompagnés par des professionnels, ils se réunissent pour réfléchir, confronter leurs points de vue et agir. Il y a certes l'apprentissage liés au thème traité mais il y a aussi celui de la forme: choisir le sujet, apprendre à s'exprimer en public, à organiser des événements, à travailler la communication, à interagir avec des décideurs ou les médias. Ceci est un ferment essentiel pour la société de demain.

Il y a aussi les acteurs jeunesse des centres et des fédérations qui apprennent à accompagner toujours mieux les jeunes, à ajuster les postures et pratiques pour laisser les possibles se développer. Merci mille fois!

À travers les réseaux jeunes, se joue aussi l'apprentissage du renforcement de la place des jeunes dans nos instances. Le centre social, acteur de démocratie, ne peut s'imaginer sans une place renforcée des jeunes dans les prises de décisions collectives. Les choses bougent mais il nous reste du chemin!

Se travaille aussi un apprentissage des élus, des décideurs, à écouter et prendre en compte ce que pensent et disent les jeunes. Certes, de manière très différente suivant les territoires et les acteurs, mais on peut reconnaître une envie qui se renforce d'acteurs publics à se frotter aux jeunes et à les prendre en compte. Les réseaux jeunes sont une des réponses à cette envie.

Cet élan de la pédagogie de l'engagement, il doit irriguer plus largement nos pratiques, au delà des jeunes. Développons le «réfléchir-décider-agir ensemble» en regardant faire les jeunes, qui nous montrent le chemin. Nous nous devons d'apprendre à mieux débattre, à laisser de la place au dissensus, à ne pas craindre le conflit. Et à faire ensemble, encore et encore.

# SOMMAIRE

4	Les 25 centres sociaux engagés
<b>7</b>	<b>LE TEMPS DU DIAGNOSTIC ET DE LA COOPÉRATION ENTRE CENTRES SOCIAUX</b>
8	Le Gard: au début du processus
10	Haut-Rhin: un autre type de diagnostic
11	Guyane: partir de rien
12	Bouches-du-Rhône: une coopération bien ancrée
<b>17</b>	<b>LE TEMPS DE LA PRÉPARATION ET DE LA FORMATION</b>
18	Une matinée de préparation au CS Mosaïque
20	Un week-end au vert pour les jeunes du 93
25	Avancer par étape: l'expérience du Bas-Rhin
26	Deux-Savoies: une préparation sans jeunes
27	Maine et Loire de la cohérence avant toute chose
28	La formation des animateur•rices
30	Focus sur le Vaucluse
31	3 Questions à Jérémie Frasca
32	3 Questions à Sébastien Hovart
<b>35</b>	<b>LE TEMPS DE L'ÉVÈNEMENT</b>
36	Seine-et-Marne: le premier RJD de l'ère AMI
37	Le réseau jeunes de Moselle
38	Cap vers la Dordogne
39	2020: premier Réseau Jeunes de l'Ain
43	Gironde: après la crise sanitaire, le RJD
46	2021: premier RJD en Île-de-France
48	Charente-Maritime: et un, et deux...
50	Allier: mieux vaut partir à point...
51	Loire-Atlantique: chacun son RJD
<b>57</b>	<b>LE TEMPS DE L'IMPACT</b>
58	Ajiraton 2020 et 2021
60	Drôme: un processus à l'œuvre
62	Les Pyrénées-Atlantiques ou l'effet boule de neige
64	Portrait de Lounia Attoumane
67	Vienne: les précurseurs
<b>73</b>	<b>AUTOUR DES RÉSEAUX JEUNES LOCAUX</b>
74	RJN/RJL: même combat!
78	Des rencontres nationales tout au long du processus
84	Les Réseaux Jeunes, une initiative parmi d'autres
86	Entretien avec Agathe Mas et Christine Duval de l'ANCT
88	Entretien avec la journaliste Anne Dhoquois
90	Index des territoires
92	Remerciements



# LE TEMPS DU DIA- GNOSTIC ET DE LA COOPÉRA- TION ENTRE CENTRES SOCIAUX

---

Qui dit Réseaux jeunes locaux ou départementaux (RJL/RJD) dit diagnostic de territoire et coopération entre centres sociaux. Parfois, les structures se connaissent déjà et ont l'habitude de travailler ensemble. Mais il arrive que ce ne soit pas le cas et le projet donne ainsi l'occasion d'initier un partenariat. C'est le moment où commence à se dessiner le mode de fonctionnement entre centres sociaux, l'organisation de l'évènement, les rôles de chacun.e... Une démarche d'interconnaissances et un exercice collaboratif qui peuvent s'ancre dans un temps plus long et perdurer après le RJD.

**Focus sur le Gard, le Haut-Rhin, la Guyane et les Bouches-du-Rhône.**

## ⇒ LE GARD : AU DÉBUT DU PROCESSUS ⇐

Au sein de la Fédération des centres sociaux du Languedoc-Roussillon, l'envie de mettre en place un RJD remonte à 2019. Mais, du désir à la concrétisation, il y a des étapes à respecter dont personne ne peut faire l'économie. Sans compter les impondérables internes ou externes : pandémie mais aussi difficulté à dégager du temps pour organiser l'évènement. Résultat, la fédération du Gard finit par missionner Lætitia Redon, responsable du secteur Jeunes du centre social La Cour des miracles, situé à Salindres, de prendre en charge le projet et d'initier le processus. « Dans ma structure, nos actions envers les jeunes sont trop ponctuelles. Ça m'intéressait de m'atteler à l'organisation d'un Réseau Jeunes. D'autant que sur le département, nous avons l'habitude de collaborer avec d'autres centres sociaux. La difficulté, c'est que les tranches d'âge varient selon les structures et que toutes n'ont pas de secteurs jeunes », commente Lætitia. Celle-ci commence alors à sonder la motivation des un·es et des autres. Un processus long de diagnostic de territoire s'engage. En mai 2021, un premier mail est envoyé aux animateur·rices jeunesse et directeur·rices du Gard. Six centres sociaux (dont trois qui relancent un secteur jeunes) y répondent positivement et participent à une première réunion en juin 2021 où il est question de thématique à trouver, de jeunes à mobiliser, de programme à définir. « À ce moment-là, je me suis dit que ça prenait du côté du réseau, notamment chez les animateur·rices qui sont assez isolé·es en zone rurale et qui avaient envie de sortir les jeunes de leur village. Lancer l'idée a permis de vérifier que les équipes avaient besoin d'un tel évènement », expose Lætitia.

Lors de la formation organisée à Martigues en juillet 2021 (voir page 28), cinq des six centres sociaux impliqués dans la démarche sont présents. Une aubaine. « Grâce à cette formation, nous avons pu rencontrer des animateur·rices d'autres

départements qui ont partagé leurs expériences. On a pu mieux comprendre ce qui se passait ailleurs et mettre des mots sur des **méthodes d'animation** : un débat, ce n'est pas la même chose qu'une discussion, par exemple », poursuit Lætitia. Un temps important pour se constituer une culture commune et s'outiller ensemble d'un point de vue méthodologique. Une aubaine aussi car durant la deuxième journée de la formation, chaque département a pu travailler sur son propre Réseau Jeunes et

**« ON A COMMENCÉ PAR VALIDER LA MOTIVATION DES ÉQUIPES, MAIS AUSSI PRENDRE EN COMPTE LEURS CONTRAINTES. »**

visualiser les différentes étapes du dispositif. « Dans le Gard, on en est au diagnostic. On a commencé par valider la motivation des équipes, mais aussi prendre en compte leurs contraintes », précise Lætitia.

Des différences de structuration qui vont peser sur la suite. Durant l'été qui a suivi, il y a eu deux défections sur le projet. Mais Lætitia relance la machine à la rentrée 2021 et organise une nouvelle réunion en septembre où huit animateur·rices de six centres sociaux sont présent·es, dont trois nouveaux, tous pourvus d'un secteur jeunes. Objectif de la rencontre : évaluer la faisabilité d'organiser un évènement d'ici la fin de l'année. Le groupe répondant positivement à cette question, une date est arrêtée au 4 novembre. « Chacun·e a commencé à travailler sur le programme et ce qu'on

voulait faire comme type d'évènement : un mélange de fun, de jeux et de débat. On ne voulait pas décider du thème pour les jeunes car dans ce cas, le RJD est faux », commente Lætitia. Les animateur·rices ont alors la mission de sonder les jeunes pour faire remonter des thèmes. Lors d'une visio, le projet s'affine encore un peu plus.

Les jeux et les activités de loisirs ont eu la part belle lors de cette première édition ✨, même si quelques temps de débat et de témoignages sur leur vie, leur relation avec leurs parents et leurs animateur·rices se sont glissés ici et là dans le programme. Forts de cette première expérience, les centres sociaux du Gard se sont lancés dans l'organisation d'un autre RJD en 2022 en veillant à respecter les envies des jeunes et le rythme de chaque structure. « Cela prend plus de temps de faire à plusieurs. On peut parfois être tenté d'aller plus vite, d'être davantage interventionniste. Ce travail sur la posture est intéressant. Et puis, même si nous en sommes aux prémices, je suis 100% positive. Quelque chose s'est enclenché... ».



⇒ L'idée d'un RJD a commencé de façon informelle dans le département. On parlait entre nous, sans rien d'officiel, mais on partageait le même constat : les adolescent·es sont en demande de contacts d'autres jeunes. Nous voulions répondre à ce besoin. Le RJD nous a donné un cadre, même si certaines choses sont restées floues longtemps. Personne n'avait assisté à un RJD. Nous avons des questions auxquelles la formation à Martigues a en partie répondu. Cela nous a permis de tracer le début d'un chemin. ⇐

Melissa Benarib, animatrice jeunesse au centre social Le Kiosque à Saint-Julien-les-Rosiers (Gard)

## ⇒ HAUT-RHIN : UN AUTRE TYPE DE DIAGNOSTIC ⇐

Dans le département du Haut-Rhin, le projet Réseau Jeunes a été ralenti par des problématiques de ressources humaines. Au sein de la fédération, l'absence d'un·e chargé·e de mission animation de réseau a contraint celle-ci à revoir ses objectifs. Une question RH... mais pas seulement. «Avant d'organiser un RJD, il nous a semblé important de commencer par accompagner les animateur·rices dans leur montée en compétences en matière de jeunesse et d'animation de débat. Il fallait consolider les pratiques», expose Jean-Luc Hilgert-Lubat, délégué fédéral à l'Union Départementale des centres socioculturels du Haut-Rhin.

Une journée de formation, réunissant vingt centres sociaux, est alors organisée en juin 2021. De quoi créer une nouvelle dynamique entre les structures mais aussi d'identifier là où ça coince. «On a senti que les animateur·rices n'étaient pas à l'aise sur la question des débats. Ils/Elles avaient à ce sujet beaucoup d'interrogations: peut-on débattre de tout avec les jeunes? Quid des questions personnelles? Pour y répondre, nous avons fait appel à un intervenant extérieur à l'occasion d'une deuxième rencontre», relate Jean-Luc.

Cette deuxième étape du processus en enclenche une autre: l'organisation d'un débat challenge inter-quartiers. Le concept: des centres sociaux réunis par pôle géographique travaillent ensemble sur une thématique puis se confrontent. «Notre idée, c'était de mettre en pratique ce que nous avons étudié lors de la formation et d'évaluer notre capacité à accompagner un collectif sur un débat puis un défi inter-centres», commente Jean-Luc.

L'organisation d'un RJD se profile alors, mais en raison de la pandémie et de problématiques RH toujours prégnantes, le projet est à l'arrêt. Profitant de l'année électorale, la fédération a alors l'idée d'organiser un forum sur la jeunesse et la politique réunissant les deux publics

soit quinze élu·es et soixante-dix jeunes, issus de quatorze centres sociaux. Une rencontre qui se prépare en amont avec les jeunes. «Ils ont manifesté leur intérêt pour la chose publique et leur envie de s'impliquer dans la société, leur ville ou leur quartier», se réjouit Jean-Luc.

L'évènement, qui se tient le 1<sup>er</sup> avril, a pour nom: «Voter, c'est pas de la blague». L'occasion de débattre de la perception par les jeunes de la politique. Mais aussi d'écouter des témoignages sur la vie des élu·es et d'échanger sur comment les jeunes peuvent être davantage acteurs de leur territoire. «Notre souhait, c'était de renouer le dialogue entre jeune et élu·es via un échange direct et dans un cadre neutre. C'était aussi le moyen d'évaluer l'envie des centres sociaux de monter des projets en commun et la capacité des jeunes à se mobiliser. Ils ont été nombreux à manifester leur envie de renouveler ce type d'actions citoyennes. Cet évènement nous a donc permis de valider la démarche des Réseaux Jeunes, comme un diagnostic par le "faire"», conclut Jean-Luc.

## ⇒ GUYANE : PARTIR DE RIEN ⇐

«Il y a trois ans, il n'y avait aucun centre social ou EVS en Guyane», pose Grégory Charlet, chargé de mission pour la FCSF dans cette collectivité territoriale. Aujourd'hui, une vingtaine de structures sont agréées et d'autres sont en attente. C'est dire le chemin parcouru. Un chemin qui passe par le déploiement d'un Réseau Jeunes. Plusieurs raisons à cela. «Nous sommes sur un territoire où la mobilité est très compliquée, en raison des distances et du manque de moyens de transport, et où il y a de fortes différences culturelles entre les communautés amérindiennes, créoles, brésiliennes, etc. Ce sont des communautés qui se côtoient paisiblement mais se connaissent mal. L'enjeu du RJD, c'est de réunir tout ce monde-là afin de mieux se comprendre les un·es les autres», résume Grégory. Marie-Line Janot, directrice de l'EVS d'Awala-Yalimapo, abonde: «En Guyane, on fait vingt kilomètres, on change de monde. On vit côte à côte. Comment les histoires peuvent se rencontrer, telle est la question. Notre défi: faire en sorte que les jeunes s'ouvrent les uns aux autres afin de générer de la cohésion».

Un projet de fédération étant en cours via une association de préfiguration, Manioc, celle-ci a l'idée d'utiliser le RJD comme un outil de mise en réseau. «Via la RJD, nous pouvons traiter la question de la jeunesse, les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population, qui est en proie à de nombreuses difficultés (violence, addiction, chômage, phénomène des mules...). C'est aussi un bon moyen pour initier une coopération inter structures et pour porter la voix de la jeunesse guyanaise», décrit Grégory.

Un comité de pilotage est alors créé au sein de Manioc afin d'organiser un RJD. Avant de se lancer dans le grand bain, un premier rassemblement réunissant vingt-cinq jeunes, âgés de 15 à 25 ans, issus de cinq centres sociaux, a eu lieu à l'été 2021. «Cela a été fait avec beaucoup d'enthousiasme mais peu de méthode.

C'était davantage une préfiguration de RJD car seules quelques structures de l'ouest du territoire se sont mobilisées. Pour autant, l'évènement a bien fonctionné et a généré l'envie chez les jeunes de se rencontrer à nouveau pour échanger sur les questions sociales - la thématique choisie, c'était la justice sociale - et avoir accès à des loisirs, l'offre dans ce domaine étant quasiment inexistante», témoigne Grégory.

Un premier rassemblement qui va pointer le besoin des animateur·rices à être

**«NOTRE DÉFI: FAIRE EN SORTE QUE LES JEUNES S'OUVRENT LES UNS AUX AUTRES AFIN DE GÉNÉRER DE LA COHÉSION.»**

formé·es sur l'organisation d'une telle manifestation ++++. Deux sessions ont été proposées en mai 2022 pour toucher tous les territoires (l'une sur la région de Cayenne, l'autre à Awala-Yalimapo). Trente personnes issues de quatorze structures y ont participé. «Ces formations ont permis de rassembler des professionnel·les, représentatif·ves de la diversité de la Guyane, mais aussi de créer des liens forts entre structures. C'était la première fois qu'ils et elles se retrouvaient en présentiel. Il y a eu un «avant» et un «après» en termes de coopération: des groupes WhatsApp se sont mis en place, des petits réseaux locaux menant des actions communes ont vu le jour et la volonté d'organiser un premier RJD s'est affirmée», explique Grégory. Le RJD s'est en effet tenu à Régina fin juillet 2022 avec quatre-vingt jeunes issus de quinze centres sociaux et EVS.

⇒ Dans mon travail sur le quartier, j'ai été très vite persuadé que les jeunes trouveraient leur salut social en allant à la rencontre d'autres jeunes. Toutes mes actions sont axées sur cette dynamique : favoriser la rencontre de jeunes issus de milieux différents. Le mélange est salvateur. C'est dans cet état d'esprit que je conçois mes activités et c'est la raison pour laquelle j'ai pris le projet de RJL à bras-le-corps. ⇐

Dominique Sow,  
animateur de prévention  
à l'AVES (Bouches-du-Rhône)

Avec la difficulté d'organiser des rencontres en présentiel, deux groupes, répartis sur l'ouest et l'est du territoire, en ont assuré la préparation chacun de leur côté avant de tout mettre en commun. Par ailleurs, une dizaine de jeunes guyanais sont sur la liste des participant·es au RJN à Pornichet. Et dire qu'il y a trois ans, il n'y avait aucun centre social en Guyane!

+++  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA  
FORMATION, VOIR PAGE 28

## ⇒ BOUCHES-DU-RHÔNE : UNE COOPÉRATION BIEN ANCRÉE ⇐

En 2017, l'Union des centres sociaux des Bouches-du-Rhône (UCS 13) a lancé « Jeunesse ensemble ». Cette rencontre annuelle, organisée par des animateur·rices « jeunesse » et « prévention » et l'UCS 13, rassemble des jeunes issus de centres sociaux de tout le département autour d'événements sportifs, festifs, culturels et conviviaux. « Ces journées permettent aux jeunes de rencontrer d'autres jeunes issus de villes et de quartiers différents, vivant des réalités diverses, et aux professionnel·les de faire réseau sur un projet concret et collectif », résume Pascale Balian, chargée de mission communication et animation du réseau jeunesse à l'UCS 13. Des événements drainant chaque année cent-vingt jeunes (âgés de 11 à 18 ans), une trentaine d'animateur·rices, le tout issu d'une vingtaine de centres sociaux. Un terreau idéal

pour faire fructifier un Réseau Jeunes local. « Participer à l'AMI, c'était aussi pour nous une reconnaissance du travail réalisé par nos équipes », précise Pascale.

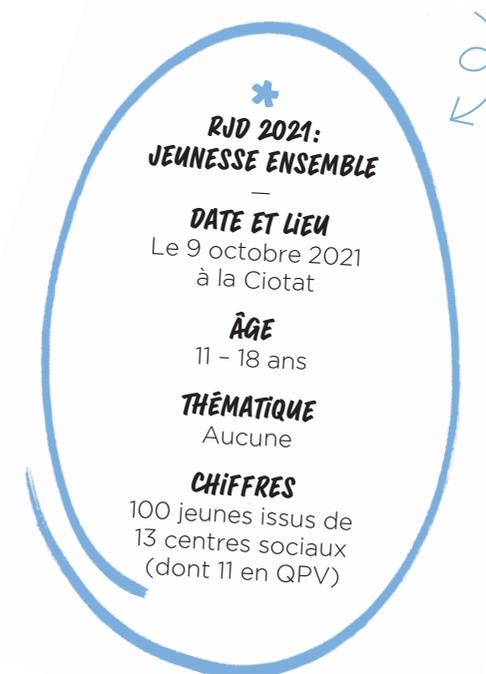
Se met alors en place un réseau local des coordinateur·rices des secteurs jeunes afin d'échanger sur les pratiques de chacun·e, de s'enrichir mutuellement et de se caler sur le RJN afin de laisser aux jeunes une place dans la conception de sa déclinaison locale. Début mars 2020, une première rencontre a lieu rassemblant des professionnel·les et une trentaine de jeunes issus de sept centres sociaux pour évoquer le programme, les thématiques possibles (un sujet non tranché), le fil rouge étant de permettre aux jeunes de se mélanger au maximum. Initialement prévu les 30 et 31 mai 2020, le RJL est finalement annulé. « On a malgré tout continué à se parler en visio avec les animateur·rices et les jeunes pour maintenir le lien. Et, en juillet 2020, on a organisé une rencontre informelle pour se retrouver », relate Pascale, satisfaite de voir que des centres sociaux commencent par ailleurs à monter des activités en commun sur la durée.

La dynamique « RJL » après une nouvelle date calée début novembre, là encore reportée, n'a donc pas faibli. « Certains centres sociaux sont très avancés sur le développement du pouvoir d'agir des jeunes, d'autres moins. Ils tirent les autres. Car c'est important d'aider les jeunes à s'exprimer, à se positionner comme des acteurs », commente Pascale. Dominique Sow, animateur de prévention à l'AVES, une association gérant deux centres sociaux en QPV situés à Vitrolles, ajoute : « Les jeunes ont leur place dans le processus actuel, mais il faut encore plus les impliquer en amont. Cela prend plus de temps et nous demande davantage de méthodologie, mais c'est aussi une opportunité d'évoluer dans nos fonctions et de nous renouveler ».

Une opportunité aussi pour les jeunes de s'engager et pour les animateur·rices de coopérer encore davantage. Du reste, d'autres projets en lien avec la jeunesse se sont développés sur le territoire, notamment un concours d'éloquence dans laquelle plusieurs centres sociaux sont impliqués. « Aujourd'hui, les professionnel·les se connaissent mieux et mènent

plus d'actions communes. Cela influe sur les jeunes qui suivent le même chemin, comme un ciné-débat qui draine un public issu de structures différentes, ou l'organisation d'une randonnée par les jeunes eux-mêmes », explique Pascale. Elle ajoute : « Les RJD renforcent encore un peu plus cette coopération entre animateur·rices. Ils et elles évoluent ensemble, montent en compétences pour proposer des rencontres de plus en plus qualitatives. Mener des actions communes, ça les a amené·es à être plus ambitieux·euses sur le pouvoir d'agir des jeunes ». Soila Soilihi, animateur prévention jeunesse au centre social Frais Vallon à Marseille, abonde : « Il y a une culture de la coopération dans notre département à tous les niveaux. Les jeunes se retrouvent et mènent des projets de façon autonome. Nous nous retirons de plus en plus car notre objectif, c'est de rendre les jeunes acteurs. Cette démarche fait l'unanimité chez les animateur·rices ».

Après un RJD en 2021 \* encore impacté par le covid et qui a mis l'accent sur la convivialité et l'interconnaissance, un autre RJD s'est tenu les 2 et 3 juillet 2022 à Martigues. Ce dernier a été en grande partie organisé par vingt-trois jeunes moteurs.





▲  
Fédération et centres sociaux des Bouches-du-Rhône



▲  
Fédération et Espaces de Vie Sociale de Guyane



▲  
Fédération et centres sociaux du Languedoc-Roussillon



▲  
Fédération et Espaces de Vie Sociale de Guyane

# LE TEMPS DE LA PRÉ- PARATION ET DE LA FORMATION

---

L'une des clés de réussite d'un Réseau Jeunes local, c'est sa préparation. Avec ou sans jeunes, ce moment d'échange entre structures est déterminant pour l'étape d'après : l'évènement en lui-même. C'est notamment là que se décide le thème qui sera débattu lors du RJD. L'occasion de se rencontrer mais aussi d'apprendre à s'écouter, à échanger, à synthétiser les points de vue. Un exercice démocratique pas toujours simple mais riche d'enseignement. Et aussi, qui dit préparation dit formation pour les animateur·rices. Une étape professionnalisante importante.

**Focus sur le Nord, la Seine-Saint-Denis, le Bas-Rhin, les Deux-Savoie, le Maine-et-Loire, le Vaucluse, Paca et Aquitaine.**

# ≡ UNE MATINÉE DE PRÉPARATION AU CENTRE SOCIAL MOSAÏQUE ≡

19 juin 2021: vingt-trois jeunes sont réunis au centre social Mosaïque, situé à Lille (Nord). Objectif de la matinée: déterminer le thème du premier RJD. Avant de rentrer dans le vif du sujet, Muhit Hossein, référent 11-17 ans, rappelle ce qu'est un Réseau Jeunes et précise la genèse du projet: «On a rencontré les centres sociaux de Roubaix et on a commencé à mener des activités ensemble. Ça nous a donné envie d'organiser un Réseau Jeunes local». Et c'est l'un des bienfaits de l'initiative: **favoriser des actions inter-centres..** et par ricochet inter jeunes. Sept centres sociaux se sont, ce matin-là, donné rendez-vous à Mosaïque. Six sont situés dans la métropole lilloise, un est en zone rurale. De quoi assurer une diversité de points de vue et de vécu. Certains jeunes présents ce matin-là ont déjà participé à un Réseau Jeunes national. Et le souvenir qu'ils en ont est vivace.

## Définir un thème

En mars 2021, une première rencontre a déjà eu lieu en présence d'animateur·rices et d'une dizaine de jeunes. Une *shortlist* de thèmes a émergé à ce moment-là: liberté d'expression, écologie, racisme, sport, laïcité, inégalités filles/garçons. Maintenant, il faut en choisir un. Pour y parvenir, les participant·es sont réparti·es en petits groupes prédéfinis: les jeunes sont mélangés afin de favoriser de nouvelles rencontres. Dans une des salles du centre social, ils et elles sont cinq, issu·es de quatre centres sociaux différents (situés à Lille, Roubaix, Marquette-Lez-Lille et Hazebrouck), à être réuni·es autour d'Émilie Bouvier Gissot, de la fédération du Nord, qui précise les règles de l'échange à venir: «On a le droit de ne pas être d'accord. Mais on doit débattre dans la **bienveillance**». Premier exercice demandé:

En vrac, on entend: «Ça fait changer»; «ça apporte de la maturité»; «ça nous permet de voir ce qui se passe ailleurs»; «c'est une opportunité pour rencontrer de nouvelles personnes et échanger sur une thématique». Muhit résume: «Un Réseau Jeunes, ça fait **grandir**; c'est l'occasion de participer à la vie de la société et de prendre la parole».

**«PARLER AVEC LES GENS, C'EST ENRICHISSANT.»**

lister des mots en lien avec les thèmes. Peu à peu le papier blanc du paperboard se remplit: pollution et futur/écologie; forces et faiblesses/inégalités; censure, caricature, bienveillance et droit/liberté d'expression; mixité/sport. Dans un autre groupe, on tente de rapprocher les thèmes. «Racisme et laïcité, ça se rejoint. Et ce sont les sujets dont on parle le plus entre nous», dit un garçon. Une jeune fille rétorque: «On en parle mais on n'agit pas».

Dans la salle d'à côté, c'est la laïcité qui fait le plus réagir. Les jeunes notent les mots qu'ils associent à cette thématique: acceptation, non-jugement, suppression des religions, voile, tenue vestimentaire. Bref, le sujet continue de susciter de l'intérêt et des questions. Un argument pour le choisir. «C'est un thème d'actualité qui génère des incompréhensions et

des conflits. Personne n'a la même définition. Et en même temps, on est tous concernés», avance un participant. Un programme se dessine alors pour le RJD: une approche pédagogique du concept pour mieux appréhender ses origines, sa signification, etc.

## Apprendre la vie démocratique

De retour en plénière, chaque groupe expose son choix. Personne n'est d'accord. Pour certain·e·s, les inégalités tiennent la corde car ça englobe tous les autres thèmes. Pour d'autres, c'est la laïcité, pour les raisons sus-évoquées. Les deux derniers groupes ont opté respectivement pour l'écologie/la liberté d'expression et à nouveau pour les inégalités. «Trop vaste», commente une jeune fille. Le groupe concerné lui répond: «On pourra lister des sous-thèmes. Et puis, ça englobe le **«mieux-vivre ensemble»**, c'est le projet des centres sociaux».

Comme aucun sujet ne se dégage réellement, Muhit propose de débattre de la méthodologie et liste les alternatives: un vote général, des ambassadeur·rices qui décident entre eux·elles, un tirage au sort... Une jeune fille lui rétorque qu'il vaut mieux que chaque groupe argumente d'abord par rapport à son choix. Elle fait l'unanimité. Il faut alors désigner un·e représentant·e. Le vote aura lieu après sur papier (et non à main levée car ça peut influencer); *in fine*, le choix doit être individuel. Tou·te·s acquiescent. La joute peut commencer. Barkan, 15 ans, originaire de Roubaix, apprécie: «J'étais présent en mars. Et j'ai eu envie de continuer car j'aime bien rencontrer d'autres idées et débattre. Je ne le fais pas souvent mais je suis apte. Parler avec les gens, c'est enrichissant».

Chaque ambassadeur·rice tente donc de convaincre de la pertinence de son choix. Au bout de quelques minutes, deux thèmes s'imposent: la laïcité, d'un côté, l'écologie, de l'autre. Deux jeunes filles se renvoient la balle, avec talent. L'une dit: «La planète, c'est plus important que ce qui se passe entre nous.

≡ **J'étais présente en mars, lors de la première rencontre. J'ai été convaincue par le projet de RJD. On n'a pas les mêmes lieux de vie, j'appréhendais qu'on ne puisse pas organiser un événement tous ensemble et qu'il y ait des conflits. Mais, en fait, ce n'est pas le cas. Même si nous sommes issus de milieux différents, nous pouvons avoir des centres d'intérêt similaires. Je me suis surprise à parler à des gens que je ne connaissais pas et je suis épatée par l'éloquence de certain·es. J'espère moi aussi m'améliorer. L'apport des RJD est à la fois personnel et collectif: on réfléchit ensemble à comment on peut changer la société. Notre ambition: influencer sur le cours des choses.** ≡

Clarisse, 15 ans, Centre social de Hazebrouck (Nord)

Et si on attend pour agir, ça va être trop tard». Son interlocutrice lui répond: «La vie en communauté, c'est tout aussi important. Beaucoup d'actions sont déjà menées par rapport à l'écologie. Ce n'est pas le cas pour la laïcité». Au bout de quelques minutes d'un échange d'une grande qualité, Muhit clôt les débats: «On va pouvoir voter. Le résultat sera frustrant car un sujet sera choisi au détriment des autres. Mais c'est aussi ça la **démocratie**». Ce matin-là, la laïcité l'emporte haut la main ✨. L'animateur annonce les résultats, puis commente: «Je dresse un bilan très positif de cette matinée. On a mis en action le dispositif RJD et les différentes étapes de la prise de possession par les jeunes: échange sur les thèmes et méthodologie pour en choisir un de façon démocratique. On les a laissé faire sans les influencer. Ce n'est pas évident à animer: quelle posture adopter? Comment ne pas prendre trop de place? Comment laisser les jeunes se développer?». Aux dires de Maryam, 17 ans, du Centre social Echo à Roubaix, ça fonctionne: «J'ai participé au Réseau Jeunes national à Avignon en 2019. C'est l'occasion à la fois de s'amuser et de se cultiver. J'aime débattre, défendre des causes, politiques ou écologiques, surtout quand je maîtrise le sujet. Cela m'a donné envie de m'impliquer dans un RJD et participer à l'organisation. Des échanges comme ceux de ce matin contribuent à ma construction intellectuelle».



pour eux et choisir une thématique qui les préoccupent, sur laquelle ils ont envie d'agir».

L'objectif est affiché. Dans la pratique, les jeunes se mélangent en effet au gré des différentes activités qui leur sont proposées: dispatchés en petits groupes, ils doivent par exemple dessiner la fresque du Réseau Jeunes à venir. Un jeune, tout en peignant, commente: «On va mettre les drapeaux des pays dont les jeunes sont originaires. Y'a du mélange dans le 93, mais on est tous unis».

Plus tard dans l'après-midi, une balade jusqu'au front de mer est proposée. En chemin, le petit groupe de promeneur.euses s'extasie devant des vaches puis arrivé sur la plage de galets, c'est l'émerveillement. On entend:

«C'est magique», «c'est super apaisant», «on s'évade de notre quartier». L'image pourrait passer pour un cliché, mais le ressenti n'en est pas moins sincère. Et au-delà des sensations, le moment est propice à la création de liens. «En découvrant un nouveau paysage, ils et elles s'ouvrent davantage. En parlant des cailloux, ça permet de débloquent des conversations», commente Dalila Bouzaki, animatrice. De fait, la petite dizaine de jeunes - les autres sont restés au Château pour faire une partie de foot - est intarissable sur la beauté du lieu et de la mer. Il faut dire que la lumière de cette fin d'après-midi est magnifique. Le soir, après le dîner, c'est un blind-test en équipe qui a été programmé. Rien de tel pour travailler la cohésion.

## Trop de thèmes tuent le thème

Le lendemain matin, les visages sont fatigués. Pour certains, la nuit a été courte. La faute à la finale de la Copa America entre le Brésil et l'Argentine. Et pourtant, les choses sérieuses commencent. Le Réseau Jeunes de Seine-Saint-Denis doit commencer à s'imaginer aujourd'hui. Et ça passe avant tout par le choix du thème. Les jeunes sont divisés en cinq sous-groupes, encadrés par un adulte. Face au silence, Sihem Mebitil, animatrice à Montreuil, interroge: «Qu'est-ce qui vous dérange dans la **société**? Sur quoi peut-on agir ensemble?». Yacine répond à la première question: le prix des chaussures. Sihem tente de tirer ce fil pour en faire une problématique plus large et peu à peu, les jeunes expriment leur colère face à l'exploitation des enfants, au travail forcé des Ouïghours...

Dans un autre sous-groupe, c'est l'injustice face au voile qui est débattue puis le harcèlement, la grossophobie. Ailleurs, on entend parler de discriminations, de pauvreté, de médias, de différence de traitement entre les filles et les garçons. «Quand je sors, ma mère a peur pour moi. Ce n'est pas le cas pour mon frère», confie Céline. La remarque suscite le débat. Un jeune homme rétorque: «Les filles ne sortent pas parce que c'est dangereux». On lui répond que c'est aux

garçons de changer et de se contrôler. De retour en grand groupe, chacun.e expose ses idées. Le champ est large. Sont tour à tour proposés: le racisme, les inégalités femme-homme, le coût de la vie, les médias et réseaux sociaux (axés notamment sur l'islamophobie et le cyberharcèlement), l'environnement, le harcèlement scolaire, les discriminations envers la communauté LGBTQIA+, le communautarisme, la prostitution dans les quartiers... De quoi susciter aussi des confidences et des prises de position. «Quand je suis le seul noir dans un bus, je sens les regards sur moi. Les autres me considèrent comme différent et personne ne vient s'asseoir à côté de moi»,

## ⇒ UN WEEK-END AU VERT POUR LES JEUNES DU 93 ⇐

Le décor tranche avec le paysage urbain auxquels ces trente-trois jeunes de Seine-Saint-Denis (issus de cinq villes différentes), âgés de 14 à 17 ans, sont habitués. Pour un week-end de juillet, la fédération des centres sociaux de ce département a en effet choisi de les extraire de leur quotidien pour préparer leur Réseau Jeunes. Destination: le château de Chantereine à

Criel-sur-Mer (76). «C'est compliqué pour les jeunes de se projeter dans un projet commun sans avoir mené des activités ensemble et partagé du temps. En les réunissant ici, on cherche à créer de la **cohésion**», explique Cécile Kula, chargée de projet à la fédération. Elle ajoute: «On ne va pas plaquer un événement et faire une réplique du RJN. On veut imaginer une forme qui a du sens

**«UN RÉSEAU JEUNES, C'EST UNE OPPORTUNITÉ POUR NOUS RASSEMBLER, NOUS FAIRE RÉFLÉCHIR, NOUS OUVRIR.»**

dit Claude. Toujours sur le thème des discriminations, une jeune fille affirme : « Les LGBT dans la cité, c'est un sujet tabou. Or, c'est leur nature d'être gay. Ce sont des personnes comme nous ». Bref, la moisson est riche. Presque un peu trop. L'après-midi est consacrée à circonscrire les sujets et à imaginer le type d'activités à y associer. Les jeunes se sont répartis par thématique : les médias et Réseaux sociaux ; les discriminations ; l'égalité filles-garçons ; le harcèlement ; l'école... Là encore, les témoignages fusent. « Je suis noire, femme, voilée et je m'exprime. Un jour, un homme m'a dit que j'étais un poison. Aujourd'hui, le racisme est banalisé », affirme Assa. L'ambiance est studieuse. Les groupes échangent... mais à la fin de la journée, aucune problématique ne se détache. L'un des objectifs de départ semble néanmoins atteint : trente-trois jeunes de cinq centres sociaux se sont réunis et mélangés. Des amitiés sont nées. Mariam, du centre social MCP de Pierrefitte, témoigne : « On a fait de nouvelles rencontres. Y'a même eu des coups de cœur ». Inès du centre social Guy Toffoletti de Bagnolet approuve. Sur le Réseau Jeunes en lui-même, il reste du chemin à parcourir. Un chemin sur lequel certains jeunes sont prêts à s'engager : « Notre parole est minimisée parce que l'on vient du 93. Mais, il faut quand même essayer de changer les choses. Un Réseau Jeunes, c'est une opportunité pour nous rassembler, nous faire réfléchir, nous ouvrir. Tant pis si le reste du monde ne nous calcule pas », conclut Assa.

À l'automne, plusieurs temps de travail, réunissant des animateur·rices et un ou deux représentant·es de jeunes des cinq centres sociaux impliqués, ont été organisés pour aboutir la préparation du Réseau Jeunes 🌸. Au menu : choix du thème, de la date et du lieu, contenu des rencontres, réflexion sur des intervenant·es extérieur·es... « Au final, le week-end à Criel-sur-Mer a permis de créer une forte cohésion entre les jeunes. Certain·es ont noué de vrais liens et continuent de se voir en dehors des centres sociaux. Ce fut aussi un temps d'expression et d'écoute, mais le réel travail sur le Réseau Jeunes - que l'on a organisé

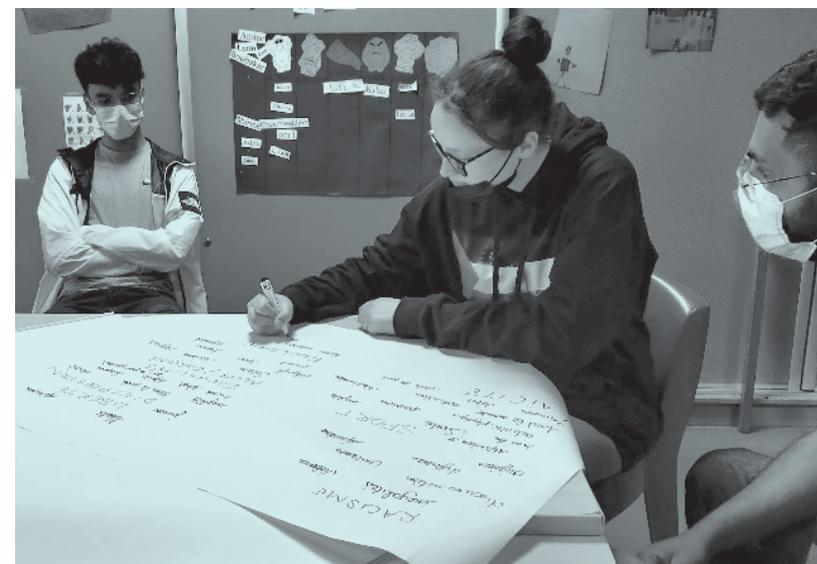
en deux temps - a eu lieu par la suite en plus petit comité. C'est là que le thème des discriminations s'est imposé et que nous avons construit le programme », conclut Cécile Kula.

\*  
**LE RÉSEAU  
JEUNES DU 93**  
—  
**DATES ET LIEU**  
Le 19 mars 2022  
au centre social Vieux pays  
à Tremblay-en-France et  
le 7 mai 2022 au centre  
social du Grand Air  
à Montreuil  
**ÂGE**  
14 - 17 ans  
**THÉMATIQUE**  
Les discriminations  
**CHIFFRES**  
25 jeunes issus de  
4 centres sociaux  
(tous en  
QPV)



Fédération et centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Fédération et centres sociaux du Nord





Fédération et centres sociaux du Bas-Rhin

Fédération et centres sociaux de Maine-et-Loire et Mayenne



Fédération et centres sociaux du Vaucluse



## ⇒ AVANCER PAR ÉTAPE : L'EXPÉRIENCE DU BAS-RHIN ⇒

« Rien ne sert de courir, il faut partir à point ». Tel pourrait être l'adage de la fédération des centres sociaux du Bas-Rhin. Fin 2019, il y a une première tentative d'organisation d'un RJD. Mais, le covid stoppe l'amorce de dynamique et tout s'arrête durant près de deux ans. « On avait d'autres priorités », lance Justine Bouillaud, chargée de mission animation du réseau à la fédération. En septembre 2021, l'idée refait surface sous une autre forme : les professionnel·les des centres sociaux en charge de la jeunesse mettent en place un « projet débat ». Les structures participantes se rencontrent en binôme une fois par mois afin que les jeunes échangent autour de thématiques de leur choix. Objectifs : favoriser l'expression des jeunes, les écouter, leur permettre de réfléchir, d'affirmer leur positionnement... Un bon moyen aussi pour leur donner envie de s'engager dans un RJD. Et ça marche !

Fin 2021, une première rencontre réunissant une vingtaine de jeunes de quatre centres sociaux (tous en QPV), essentiellement strasbourgeois, permet d'affiner le projet ; ils veulent parler d'Europe, inviter de jeunes européens afin de découvrir d'autres cultures (une idée vite abandonnée pour cette année car trop compliquée à concrétiser), travailler sur les institutions européennes et mieux comprendre la place qu'occupe Strasbourg... « Ils et elles ont souhaité que l'évènement se déroule sur deux jours. Un moyen de s'échapper de leur quartier, mais aussi de créer des liens », explique Justine.

Des sous-thématiques, au nombre de douze, sont également inscrites au programme. En mars 2022, sept thèmes sont finalement retenus via des débats mouvants : scolarité, religions, place des jeunes dans la société, environnement, migrations/immigration, réseaux sociaux et discrimination. « L'idée, c'est de les définir mais aussi de comprendre quelle place tiennent ces sujets de société au sein des institutions européennes »,

précise Justine. Les jeunes y discutent également du rôle qu'ils veulent tenir lors du RJD : organisateur·rice, logisticien·ne, animateur·rice...

En juin, le programme est finalisé. Il comprendra notamment un parcours d'orientation pour découvrir les institutions européennes, un débat collectif, des world cafés +++ , des temps libres... Cent-quarante jeunes âgés de 14 à 18 ans sont attendus les 19 et 20 novembre 2022 à l'auberge des Deux rives, située à la frontière franco-allemande. Justine commente : « On a mis du temps pour mobiliser les jeunes et les animateur·rices mais aujourd'hui la motivation est palpable et le projet a pris une plus grande envergure que ce que l'on imaginait au début. Quand on y pense, le premier évènement organisé avec des jeunes de différents centres sociaux, c'était un tournoi de football. Maintenant, on est sur le pouvoir d'agir, la citoyenneté, l'émancipation. Et cette dynamique, on la doit aux jeunes, qui ont voulu s'engager, être écoutés, voir leurs idées se concrétiser, organiser des évènements ». Elle conclut : « Les jeunes avaient déjà l'opportunité de s'exprimer dans leurs centres sociaux. Mais, dans le cadre d'un RJD, ça a une tout autre portée ».

+++  
**WORLD CAFÉ : PROCESSUS CRÉATIF  
 QUI VISE À FACILITER LE DIALOGUE  
 CONSTRUCTIF ET LE PARTAGE DE  
 CONNAISSANCES ET D'IDÉES, EN VUE  
 DE CRÉER UN RÉSEAU D'ÉCHANGES ET  
 D'ACTIONS**

## ⇒ DEUX-SAVOIE: UNE PRÉPARATION SANS JEUNES ⇐

Le projet initial était de s'unir avec l'Isère et l'Ain pour organiser un Réseau Jeunes interfédéral. Mais, pour des raisons de plannings, de priorités, de financement, chaque fédération a finalement mené sa barque. «On avait tous envie de créer un collectif et une dynamique sur nos propres territoires», explique Coralie Nycollin, référente réseau et projets à la fédération des centres sociaux des Deux-Savoie. Résultat, en février 2021, elle réunit les animateur·rices de neuf centres sociaux qui planchent sur le projet. «On a étudié le bilan du premier Réseau Jeunes de l'Ain (voir page 39). On s'est alors dit qu'une nuitée n'était pas suffisante et qu'il fallait nous laisser le temps de débattre», explique Coralie. Pour la thématique, un sondage en ligne est mis en place ainsi qu'un questionnaire sur la programmation. Les jeunes sont invités à y participer. Grâce aux soixante réponses obtenues, une thématique émerge: les réseaux sociaux et le numérique. Une deuxième rencontre entre animateur·rices, sans les jeunes, se tient suite à ces résultats. «À cause du covid et de l'emploi du temps des animateur·rices, c'était compliqué d'organiser le déplacement de jeunes. Et puis, nous n'avions pas de vivier de jeunes moteurs. Reste qu'en amont, ils et elles avaient demandé à leurs jeunes ce qu'ils attendaient de l'évènement. Il en est ressorti, qu'ils voulaient plus de débat que de prévention».

Lors de cette deuxième réunion de préparation, des idées de programme se font jour, permettant de nourrir la réflexion des jeunes et de susciter le débat, telle que la conférence gesticulée. Franck Lepage, inventeur du concept, la décrit ainsi: «C'est la rencontre entre des savoirs chauds (savoirs de vie et savoirs populaires utiles à l'action collective) et des savoirs froids (savoirs théoriques et politiques)». «Le travail de défrichage (trouver les intervenant·es par exemple), c'est moi qui l'ai mené, mais, par la suite, nous avons fait les choix ensemble», précise Coralie.

«UN RÉSEAU JEUNES [...], C'EST UN PROJET FÉDÉRATEUR ET MOTIVANT.»

L'écran... méchant loup? de Philippe Cazeneuve fut donc l'une des activités au programme du Réseau Jeunes des Deux-Savoie qui s'est tenu fin octobre 2021 ✦. Un programme riche en interventions extérieures (l'association de culture urbaine Posse 33, La compagnie «Les petits détournements»), en débat, en temps créatifs et pédagogiques... Coralie conclut: «L'évènement a correspondu à l'attente des jeunes. Le programme leur avait été expliqué en amont et ils y avaient adhéré. Quant aux animateur·rices, ça a créé un lien fort entre eux... et l'envie de recommencer. Outre un deuxième Réseau Jeunes à l'automne 2022, ils mènent dorénavant d'autres actions en commun. C'est un projet fédérateur et motivant».

✦  
LE RÉSEAU  
JEUNES DES DEUX-SAVOIE

DATES ET LIEU  
Du 27 au 29 octobre 2021  
à Aillon-le-Jeune (Savoie)

ÂGE  
12 - 17 ans

THÉMATIQUE  
Les Réseaux sociaux  
et le numérique

CHIFFRES  
51 jeunes issus de  
6 centres sociaux

## MAINE-ET-LOIRE: DE LA COHÉRENCE AVANT TOUTE CHOSE

Yann Lebreton Gaudin est animateur jeunesse au centre social Evre et Mauges, situé à Beaupréau-en-Mauges (49). Une fonction qui s'accompagne d'une mission en direction des 15 - 20 ans du Maine-et-Loire: développer le pouvoir d'agir des jeunes sur le territoire afin de les rendre acteurs de leur projet. Une mission qui résonne avec les Réseaux Jeunes. Le projet a débuté avec une formation départementale sur le pouvoir d'agir et l'organisation d'un RJD, réunissant des professionnel·les mobilisé·es sur le sujet. Yann commente: «Cette formation nous a permis de nous mettre en réseau et de nous donner les moyens d'agir ensemble alors que d'un centre social à l'autre, en fonction de la localisation (en zone rurale ou urbaine), les réalités sont très différentes. Pour autant, nous avons constaté que nous allions tous dans le même sens par rapport aux jeunes».

Autre étape du processus: la participation avec un groupe de jeunes au RJN de Marseille. «Ils en sont revenus avec la volonté de s'impliquer dans l'organisation de leur Réseau Jeunes. Un groupe moteur d'une vingtaine de jeunes, issus de quatre centres sociaux du département, est né. À partir de décembre 2021, ils se sont rencontrés tous les deux mois pour préparer la rencontre. Notre dynamique ici, c'est de leur laisser totalement la main. Les centres sociaux sont là uniquement pour être des facilitateurs», expose Yann. Des rencontres de quelques heures, d'une journée ou d'un week-end qui leur ont notamment permis d'expérimenter les porteurs de paroles à Angers sur le thème de l'immigration et de choisir, en totale autonomie, le thème de leur

RJL, qui se tiendra en novembre 2022. Ce sera: «la place de la sexualité dans la société aujourd'hui. Les jeunes, leur vision, leurs questions».

Les jeunes ont également décidé du lieu - Rennes, ville étudiante et historique - et du programme: un ciné-débat, une rencontre avec une sexologue, des échanges sur la thématique du genre, de la pornographie, des violences sexuelles... «Notre objectif, c'est de faire venir une cinquantaine de jeunes de 15 - 20 ans issus de dix centres sociaux. C'est aussi de leur donner vraiment le pouvoir d'agir. Je trouve, par exemple, incroyable qu'il n'y ait pas de jeunes dans certaines commissions jeunesse ou que dans les Réseaux Jeunes, comme à Marseille, tout ait été prédéfini par les adultes. Ici, nous voulons tisser une relation de confiance jusqu'au bout, ce qui impliquera de ne pas les surveiller le soir», avance Yann.

# ≡ LA FORMATION DES ANIMATEUR·RICES ≡

Dans le processus de préparation, les sessions de formation des animateur·rices tiennent une place à part. Comme un temps suspendu où s'analysent les modes de fonctionnement, les postures et comment les améliorer. La singularité ici, c'est que les animateur·rices sont formé·es par leur pair. Réuni·es à Paris, le 11 mai 2021, ils et elles sont une dizaine, venu·es des quatre coins de France, pour se préparer à cette grande première pour nombre d'entre eux-elles. Aux commandes : Sébastien Hovart **+++**, animateur en éducation populaire, et Roman Orinowski, chargé de mission à la FCSF.

Dylan Berrichi, animateur jeunesse dans un centre social d'Avignon, est présent. Les Réseaux Jeunes, il les a connus en tant que participant lorsqu'il vivait à Douai (Nord), puis en tant qu'animateur. En 2019, c'est dans sa ville d'adoption que s'est tenu le RJN. Il commente : « Cela a créé une dynamique sur le territoire. Les animateur·rices jeunesse étaient tou·tes partant·es pour organiser un RJD. La formation va permettre de conscientiser ce que cela implique en termes d'organisation, de mobilisation du public, mais aussi de débattre de l'impact recherché... ».

## Formation en PACA

Un mois et demi plus tard, nous retrouvons Dylan à Martigues (Bouches-du-Rhône). Il est accompagné de Sébastien Hovart **+++** et de Dominique Sow, animateur à l'association AVES (Vitrolles), pour conduire deux jours de formation auprès d'une quinzaine d'animateur·rices venu·es des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Gard. La deuxième journée est consacrée à la place de l'animateur·rice et à la construction d'un Réseau Jeunes. Au cœur des discussions : l'encadrement de débat. Dominique introduit la thématique : « On a un com-

L'autre apport, et pas des moindres, c'est de sécuriser le processus et d'adopter la bonne posture par rapport à ses collègues : « Je ne vais pas me présenter à eux en tant que grand professeur. Mais je vais leur restituer des **outils d'animation** et d'échanges d'idées que l'on m'a communiqués afin de construire ensemble un projet », précise Dylan. Muhit Hossain, référent 11 - 17 ans au centre social Mosaïque de Lille, abonde : « La formation permet de nous nourrir sur le plan théorique et organisationnel. C'est intéressant, par exemple, d'étudier comment une personne s'émancipe ou les différents positionnements des animateur·rices. Je serai formateur pour la première fois : cette journée à Paris va me permettre d'être à l'aise face à mes collègues, car j'aurai été accompagné ».

« LA FORMATION PERMET DE NOUS NOURRIR SUR LE PLAN THÉORIQUE ET ORGANISATIONNELLE. »

bat à mener pour valoriser et considérer notre métier à sa juste valeur. Nous ne sommes pas des gentils organisateurs ; nous transmettons des **valeurs** à nos enfants ». Sébastien enchaîne : « Un débat spontané avec les jeunes, c'est bien. Mais le risque, c'est que ça parte dans tous les sens, que ça se transforme en concours de grandes gueules, que l'on ne s'écoute pas, etc. D'où la nécessité de se fixer des objectifs : recueillir l'avis de tout le monde, privilégier le vécu et pas les points de vue extérieurs... Le débrief, après le débat, est aussi important ». Un

participant interroge : quel est alors le rôle de l'animateur ? « C'est le gardien du temps, il distribue la parole, il donne les règles (ne pas se juger, ne pas couper la parole...), il reformule des propos si besoin... Dans ce cas-là, il endosse le rôle du régulateur. Il peut aussi débattre avec les jeunes. Ou, et c'est un objectif à atteindre : le groupe s'anime tout seul ; les jeunes ont dans ce cas aussi des rôles à tenir », répond Sébastien.

Découle de ce premier temps d'échange, un travail en petits groupes sur les **conflits** dans les centres sociaux. Sont-ils les bienvenus ? En vrac, on entend : « On les évite le plus souvent au lieu de les désamorcer » ; « notre rôle, c'est avant tout d'apaiser et d'aider les habitant·e·s à trouver des solutions à leurs problématiques » ; « nous sommes un lieu d'échanges, ce qui inclut le conflit. Mais je me demande si on est formé et outillé pour les gérer » ; « nous ne sommes pas des assistantes sociales ».

De retour en grand groupe, Dylan demande à chaque participant·e de conclure en un mot la matinée. « Enrichissant, posture, ça fait du bien, constructif, espoir... », disent tour à tour les animateur·rices. Lætitia Redon, animatrice

« ON A UN COMBAT À MENER POUR VALORISER ET CONSIDÉRER NOTRE MÉTIER [D'ANIMATEUR·RICE] À SA JUSTE VALEUR. »

et responsable jeunes au centre social de Salindres (Gard), précise : « Sur notre territoire, nous nous lançons dans un projet de Réseau Jeunes pour la première fois. C'est bien de rencontrer des animateur·rices d'autres départements, de voir leur motivation, d'entendre leurs actions et de mettre des mots sur nos méthodes ».

**+++**  
VOIR INTERVIEW DE  
SÉBASTIEN HOVART PAGE 32

## Construire un Réseau jeunes

L'après-midi du deuxième jour est consacrée à la construction d'un Réseau Jeunes départemental. Les animateur·rices se retrouvent par territoire pour en débattre. Objectif : mettre dans l'ordre les différentes étapes de l'événement grâce à des post-it sur lesquels on peut lire « diagnostic ; validation ; coopération ; préparation ; rencontre et bilan ». Dylan est aux côtés des animateur·rices du Gard. Il commente : « Vous en êtes au stade de la coopération. Et cette formation vient la renforcer. Mais, ce qui est important, c'est aussi d'échanger sur ce qu'il faut mettre en place pour réussir chaque étape : comment se coordonner, se préparer, etc. ».

À nouveau réuni en grand groupe, chaque territoire expose l'avancement des travaux et les étapes à venir. Mais aussi les clés de la réussite. Dans le Vau-

cluse, par exemple, on vante les mérites de la participation au Réseau Jeunes national afin de comprendre de l'intérieur la mécanique mais aussi la coopération inter centres sociaux et entre les **équipes**. Un processus en place depuis 2016 dans les Bouches-du-Rhône, un département où les animateur·rices ont créé un réseau et se rencontrent régulièrement pour échanger sur leurs pratiques ou mener des actions en commun. Dominique commente : « Si les animateur·rices ont des affinités, avec les jeunes, ça va tout seul ». C'est la fin de l'après-midi à Martigues. Les deux jours de formation touchent à leur fin. Dylan conclut : « L'important, c'est d'avoir envie de s'engager pour les jeunes. Les Réseaux nationaux ont lancé la dynamique. C'est bien maintenant de les organiser au niveau départemental, et pourquoi pas régional ».

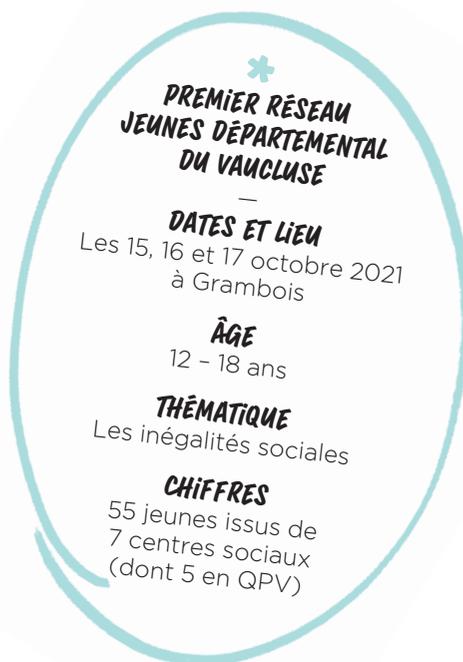
## ⇒ FOCUS SUR LE VAUCLUSE ⇒

Lors d'un séminaire à Paris consacré à l'évaluation des Réseaux Jeunes +++, nous croisons Billel Frehane, responsable du Pôle jeunesse au centre social d'Orel à Avignon, qui a participé à la formation à Martigues. Ce qu'il en retire ? « Grâce à ces deux jours d'échanges, j'ai

**« ILS ET ELLES [LES ANIMATEUR·RICES] ONT PRIS CONSCIENCE DE LEUR UTILITÉ ET DU RÔLE QU'ILS ET ELLES POUVAIENT JOUER AU SEIN DES CENTRES SOCIAUX. »**

eu plus de facilités à organiser et à gérer le temps de débat lors du RJD. J'ai opté pour une posture neutre, me permettant de mieux valoriser la parole des jeunes», décrit-il. De quoi réjouir Tifaine Beuf, animatrice réseau à la fédération des centres sociaux du Vaucluse. « Je voulais que les animateur·rices du département assistent à cette formation pour qu'ils et elles vivent l'expérience de la **pédagogie de l'engagement**, qu'ils et elles se dotent des outils permettant de faire émerger l'intelligence collective et le débat. Je voulais qu'ils et elles entendent qu'il était possible d'exercer ce métier autrement ». Elle précise : « Avant, leur rôle se résumait à amuser les jeunes. Ils et elles n'étaient pas à l'aise sur des sujets de société, avec la peur de ne pas savoir répondre aux questions des jeunes. Après Martigues, j'étais ébahie par leurs retours. Pour certain·es, il y a eu un déclic par rapport à leur posture et à leur façon de considérer les jeunes non plus comme des consommateurs mais comme des porteurs de projet. Cette envie d'expérimenter de nouvelles façons de faire s'est vérifiée

lors de notre premier RJD ✨. Ils et elles donnaient moins leur avis, reformulaient, donnaient la parole aux jeunes. C'est valorisant pour elles·eux. Ils et elles ont pris conscience de leur utilité et du rôle qu'ils et elles pouvaient jouer au sein des centres sociaux ».



+++  
**RETOUR SUR LES SÉMINAIRES NATIONAUX PAGE 78 DU LIVRET**



## 3 QUESTIONS À JÉRÉMY FRASCA

—Référént animateur jeunesse et chargé de mission RJD à la fédération des centres sociaux de la Vienne—

1

### Que vous a apporté la préparation à la formation ?

J'ai l'habitude d'animer des formations, c'est mon rôle au sein de la fédération des centres sociaux de la Vienne dans le cadre du RJD. Néanmoins, j'ai trouvé que cette journée à Paris (et une visio que l'on a organisée ensuite) était bien ficelée et le contenu – les thèmes abordés, le séquençage... – bien préparé. Cela m'a aussi permis de faire la connaissance d'autres animateur·rices et d'échanger sur nos modes de fonctionnement. Bref, ça m'a facilité la tâche quand, avec un animateur de Dordogne, on s'est retrouvé face à nos quinze collègues de la région Aquitaine. Quand je forme, je me repose beaucoup sur mes connaissances de terrain, c'est ce qui me rend légitime. Mais, dans ce cas-là, j'ai pu mettre à profit ce que Sébastien Hovart nous a transmis par rapport à la pédagogie notamment. Il nous a également donné des ressources qui m'ont permis d'aller plus loin par la suite. Le tout est synonyme pour moi de montée en compétences et de valorisation de l'expérience.

### Comment s'est déroulé la formation en Aquitaine ?

J'avais des appréhensions par rapport à la maîtrise du sujet, à ma capacité à répondre aux questions des animateur·rices et à leurs attentes. D'autant que les âges et le niveau d'expérience étaient très différents. Mais ça s'est bien passé car sur notre département, on est bien avancé sur la montée en compétences des animateur·rices et sur la posture d'accompagnateur·rices. Et puis, c'est intéressant d'échanger sur certains sujets qui font débat. C'est le cas par exemple des actions émancipatrices. Comment y parvenir ? Qu'est-ce que ça provoque ? Nos réponses sont différentes. Mais ce qui importe, c'est la transmission, la construction d'une culture commune sur l'état d'esprit des RJD ; c'est aussi de poser des objectifs et de se mettre d'accord sur le « comment ».

2

3

### Que préconisez-vous pour la suite ?

À Paris, on a beaucoup survolé le sujet ; ça nécessiterait plus de temps et d'approfondissement. J'ai manqué de recul pour bien assimiler tout le contenu en amont et préparer la formation étape par étape. Du coup, je l'ai fait à ma manière avec mes outils, mes transitions. Mon point de vigilance est là : être mieux accompagné tout au long du processus.

# 3 QUESTIONS À SÉBASTIEN HOVART

– *Animateur et Formateur* –



## 1 Quels étaient les objectifs de la formation à Paris des animateur·rices jeunesse et qu'avez-vous abordé précisément ?

L'un des objectifs, qui rejoint celui que je poursuis avec ce public-là dans mon activité de formateur en général, c'est d'amener les animateur·rices jeunesse à mettre en place des animations autour de sujets de société, choisis par les jeunes. C'est-à-dire les sortir de leur rôle d'amuseurs, d'organisateur de loisirs et de vacances...

Nous leur avons proposé un module de formation très condensé – sur une journée – pour faciliter l'appropriation et le redéploiement ensuite auprès de leurs collègues et confrères-sœurs. Nous avons travaillé les questions de posture, d'émancipation, de débat et de rapports sociaux. Trois questions essentielles ont ainsi été abordées : en quoi l'éducation populaire vise à l'émancipation des jeunes ? Pour accompagner cette émancipation, pourquoi il est important de décrypter ce qui se joue en termes de rapports sociaux et d'inégalités ? Comment les outiller pour qu'ils-elles osent accompagner des débats sur des sujets de fond sans craindre le conflit ?



## 2 Quel bilan dressez-vous de cette formation ?

Une partie du groupe avait déjà pris conscience des enjeux suscités et la formation les a outillés, légitimés pour travailler ensuite avec les animateur·rices. Mais, pour celles et ceux qui ont découvert ces questions, l'assimilation est plus compliquée. Ce qui n'est pas une surprise. Du reste, dans certaines régions, les personnes présentes à Paris étaient suffisamment autonomes pour mener à bien la formation. Ailleurs, comme en Paca, elles ne se sentaient pas prêtes à aborder certaines thématiques. D'où ma présence à Martigues où nous avons notamment parlé des rapports sociaux et de l'importance d'assimiler cette grille de lecture afin de mieux comprendre comment la parole circule lors d'un débat, par exemple.

2



## 3 Que trouvez-vous d'intéressant dans les Réseaux Jeunes ?

Les Réseaux Jeunes, ce sont de vrais espaces de parole ouverts où les jeunes peuvent travailler sur des sujets de fond. C'est une démarche démocratique et d'entraînement à la vie démocratique. Par ailleurs, dans de nombreux réseaux d'éducation populaire, les animateur·rices sont enfermés·es dans des projets pilotés par des financements. Les Réseaux Jeunes, ce sont à l'inverse des espaces de liberté, portés par les fédérations nationales et départementales, et ce sont des terrains d'expérimentation intéressants pour les animateur·rices. Une occasion pour elles et eux de prouver qu'ils et elles sont capables de faire autre chose que d'organiser des séjours ou des loisirs. Par voie de conséquence, grâce à ces Réseaux Jeunes, certain·e·s animateur·rices se réconcilient avec leur métier et retrouvent du sens à ce qu'ils et elles font.



Formation à Martigues

Fédération  
et centres  
sociaux  
des Deux-  
Savoie



# LE TEMPS DE L'ÉVÈNE- MENT

---

Après le diagnostic territorial, la mise en place d'une coopération entre centres sociaux et la préparation, vient le temps de l'évènement. En 2019 et 2020, cinq RJD se sont tenus. En 2021 et 2022, beaucoup de fédérations ont réitéré ou se sont (enfin) lancé dans l'aventure. L'occasion, parfois, de souligner le chemin parcouru d'une année sur l'autre.

**Focus sur ce moment phare du projet en Seine-et-Marne, Moselle, Dordogne, dans l'Ain, en Gironde, Île-de-France, Charente-Maritime, dans l'Allier et en Loire-Atlantique.**

## ⇒ SEINE-ET-MARNE: LE PREMIER RJD DE L'ÈRE AMI ⇒

Depuis 2009, la fédération de Seine-et-Marne a fait une place à la jeunesse en accompagnant des **juniors associations**, en portant au sein du réseau les premiers agréments « service civique » et en participant en 2017 à un forum départemental sur les questions de jeunesse qui a réuni plus de trois cents personnes. C'est à l'issue de cette manifestation qu'a émergé l'envie d'organiser un RJD ✨. Commence alors une réflexion avec les juniors associations, les volontaires en service civique, très impliqués dans la conception de l'évènement (choix de la thématique, création de teasers sur les thèmes de débat...). Celui-ci a été divisé entre moments conviviaux pour faire connaissance et échanges sur la thématique - la place des réseaux sociaux dans la société -, permettant d'évoquer le harcèlement, les inégalités femmes-hommes, les discriminations, etc. « En Seine-et-Marne, les centres sociaux peinent à trouver leur place par rapport aux services jeunesse des mairies. Le premier RJD a donné envie aux professionnel·les d'aller plus loin, de travailler cette question sur le long terme. L'AMI +++ est pour nous une opportunité pour renforcer l'engagement des jeunes et pérenniser les RJD via la mise en place de comités de pilotage composé notamment de jeunes et d'autres structures partenaires. L'impact sur les jeunes est déjà palpable: ils sont moins consommateurs et travaillent mieux avec les animateur·rices sur le montage de projets », commente Lynda Mansouri, déléguée adjointe à la fédération des centres sociaux de Seine-et-Marne. Un impact également ressenti chez les animateur·rices. Christelle Nguyen est référente jeunesse au centre social Nangis Lude, situé à Nangis et Fontenailles. Elle témoigne: « Grâce au projet de Réseau Jeunes local, nous avons mis en place un partenariat inter-centres qui n'existait pas auparavant. Notre méthode de travail a évolué: nous nous projetons dans des projets au long cours, nous apprenons à maintenir

la motivation chez les jeunes et à les accompagner dans la durée. Et cela fonctionne: certains jeunes s'impliquent davantage, sont plus ouverts et gagnent en maturité. Ils prennent conscience qu'ils ont leur place et leur mot à dire ».



+++  
**AMI = APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT. POUR EN SAVOIR PLUS, VOIR LA PAGE 86**

## ⇒ LE RÉSEAU JEUNES DE MOSELLE ⇒

Suite à l'organisation du Réseau Jeunes national à Vigy en 2018, des jeunes issus de quatre centres sociaux du département ont souhaité organiser un RJD. La Fédération des centres sociaux de Moselle a décidé de soutenir la démarche en organisant des réunions de préparation mêlant salarié·es et jeunes. Le modèle retenu a été le même que le RJN. « On avait décidé d'ouvrir le Réseau Jeunes à tout le réseau du département, mais on a peine à mobiliser. On a, cependant, atteint notre objectif: rassembler sept centres sociaux », relate Christophe Zunino, chargé de développement à la fédération de centres sociaux de Moselle. Il ajoute: « C'était un RJD ✨ pilote qui avait vocation à donner envie aux jeunes de s'impliquer et aux animateur·rices de trouver leur place dans cette nouvelle configuration, qui permet aux jeunes de s'exprimer et de faire des propositions. On n'a du reste pas assez préparé les techniques d'animation et la thématique n'a pas été bien travaillée. Mais, tout le monde a envie de s'impliquer dans un deuxième RJD. Et pour bien faire, il faudrait qu'une personne à la fédération soit dédiée exclusivement à sa préparation ». Forts de cette première expérience, animateur·rices et jeunes ont commencé à plancher sur une deuxième édition. Et les idées ne manquent pas: ateliers d'échanges sur la thématique choisie, **actions de solidarité...** « Cette façon de faire les met en confiance car on les laisse prendre des décisions. Et du côté des animateur·rices, c'est une expérience intéressante car on met en commun nos visions, nos méthodes... », relate Philippe Weiss, animateur au CSC Imagine (Serémange-Ezrange). Une façon de faire qui porte ses fruits. En témoigne Sofiane, 18 ans, du CSC Imagine: « Le RJD a eu beaucoup d'impact sur moi. D'abord, j'ai noué des liens très forts avec d'autres jeunes, avec les animateur·trices... On est devenu une famille. Depuis la première édition, je m'implique dans l'organisation du prochain RJD car j'ai envie d'être

« QUAND C'EST FINI, JE ME SENS NOSTALGIQUE. MAIS CELA VEUT DIRE QUE J'AI VÉCU DES CHOSES FORTES. »

acteur de la société, de changer la vie des jeunes d'aujourd'hui. J'ai aussi participé au RJN. Cela nous permet d'apprendre à débattre, de gagner en maturité et en profondeur. Quand c'est fini, je me sens nostalgique. Mais cela veut dire que j'ai vécu des choses fortes ».



## ⇒ CAP VERS LA DORDOGNE ⇐

En 2013, la fédération des centres sociaux de Dordogne a impulsé une nouvelle dynamique en direction des jeunes avec des partenaires locaux - «Construire avec les jeunes en Dordogne» -, comprenant des temps d'écoute et d'échange entre jeunes, les amenant à faire des propositions, mais aussi de dialogue avec des décideur·euses (élu·es, membres d'associations...). Le RJD s'inscrit dans ce processus. Caroline Carrère, déléguée à la fédération des centres sociaux de Dordogne, commente: «Ce n'était pas facile de faire évoluer notre réseau sur le développement du pouvoir d'agir des jeunes. Le déploiement des RJD fut une opportunité pour qu'à moyen terme les jeunes deviennent porteurs de la démarche initiée sur le département, mais qui, de par sa dimension nationale, nous octroie un soutien et une reconnaissance supplémentaire».

En amont du premier RJD ✨, un comité de pilotage composé notamment de

jeunes a été instauré. Des jeunes impliqués dans l'organisation, le choix de la thématique et du programme essentiellement basé sur des échanges de bonnes pratiques. Un premier évènement qui, aux dires d'Olivier Brunie, directeur adjoint et coordinateur des projets intergénérationnels au centre social Le Ruban vert (Brantôme et Mareuil), a été un succès: «Rencontrer et échanger avec des jeunes issus d'autres milieux, cela leur permet de peaufiner leur analyse de la société, d'élargir leurs horizons et de mieux se projeter. Les projets en réseau les motivent et c'est un bon moyen pour eux et elles de s'exprimer, de s'affirmer et de gagner en confiance. Les RJD sont porteurs d'une dynamique qui vise l'émancipation. Et pour nous, centres sociaux, la collaboration avec d'autres types de structures permet de mieux nous comprendre et d'élargir nos champs d'action (vers le culturel par exemple).» Tina, 17 ans, issu du centre social Le Ruban vert (Brantôme et Mareuil), confirme: «J'ai participé à mon premier RJN en 2018 à Vigy et j'ai beaucoup apprécié d'être loin de la pression scolaire - où on est noté, mis en compétition - et de ma famille. Ce fut un bol d'air. En tant que jeune, on peut enfin s'exprimer comme on veut, sans avoir peur du jugement. La différence avec le RJD qui s'est tenu à Bergerac, auquel j'ai aussi participé, c'est qu'il y a beaucoup de diversité. Au niveau départemental, les jeunes sont issus de milieux sociaux similaires. C'était plus simple pour nouer des contacts mais les débats ont été moins riches car on avait tous les mêmes idées. Ces évènements ont un impact sur ma vie, dans ma capacité à débattre, à argumenter, à m'ouvrir à d'autres opinions. Mes professeurs m'ont du reste dit que j'avais **gagné en profondeur et en maturité**. Tout cela me donne envie de m'impliquer davantage dans mon centre social».

Suite à cette première expérience, des journées de travail entre jeunes, anima-

teur·rices et fédération en présentiel et en visio ont été mises en place pour organiser la deuxième édition du RJD en 2021 +++. «Pour se mettre d'accord, il y eut beaucoup d'échanges entre nous et des travaux en petits groupes. Ce qu'il en ressort: les jeunes ont besoin de comprendre le monde pour ne pas se sentir floués ou manipulés. Ils sont preneurs de ces rencontres et attentifs à accueillir de nouveaux·elles participant·es. Cela nous renvoie à notre propre capacité à leur faire de la place dans nos instances de décision. Il y a une résistance au changement. Le RJD peut être un bon outil pour dépasser ce plafond de verre», conclut Caroline.

+++  
VOIR PAGE 64 LE PORTRAIT  
DE LAOUNIA, DEVENUE CO-PRÉSIDENTE  
DE SA FÉDÉRATION

## ⇒ 2020 : PREMIER RÉSEAU JEUNES DE L'AIN ⇐

En 2015, une Assemblée libre des jeunes est organisée à Bourg-en-Bresse avec des réseaux d'éducation populaire (MRJC, MJC, Unis-Cité...). Peu de centres sociaux y participent. Les animateur·trices rejettent même le concept. La Fédération ayant à cœur de changer la façon de travailler avec les jeunes, une commission de pairs est créée. Elle se réunit quatre fois par an pour établir de nouvelles pratiques, lancer des projets ayant trait à la citoyenneté... S'en suivent des rencontres animateur·rices/direction des structures et une première formation action à destination des animateur·rices pour revenir sur les fondamentaux (les fonctions d'un centre social, l'éducation populaire) et travailler sur les pratiques professionnelles. En 2019, un animateur du centre social Jacques Prévert (situé

«LE RJD, C'ÉTAIT GÉNIAL. ON A PU ABORDER DES THÉMATIQUES DONT ON N'OSE PAS PARLER AVEC NOS FAMILLES OU NOS AMIS.»

à Bellignat) participe au RJN et en revient enthousiaste. Grâce à ce travail en amont et à l'AMI, la fédération se lance dans l'organisation d'un RJD.

### Libération de la parole

Tout commence par un état des lieux en janvier 2020! Administrateur·rices, animateur·rices, directions se rassemblent une journée pour poser les enjeux de la politique jeunesse, lister les actions re-

levant du développement du pouvoir d'agir sur le territoire (il y en a peu!) et les **défis collectifs** à relever... Une douzaine de centres sociaux sont représentés. «Pour réussir le RJD, nous avons





▲ Fédération et centres sociaux de Seine-et-Marne

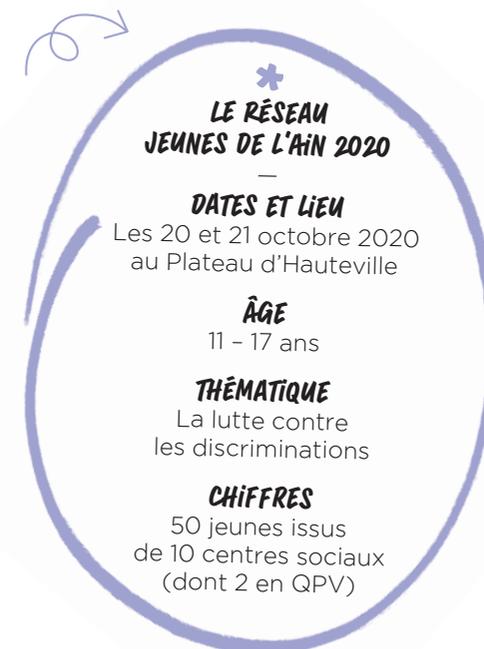
Fédération et centres sociaux de Moselle ▼



rapidement établi qu'il fallait multiplier les rencontres inter-centres, créer un réseau des animateur•rices et une cohésion d'équipe, mais aussi travailler ensemble à la place des jeunes», relate Camilla Meridja, déléguée adjointe à la fédération des centres sociaux de l'Ain.

Le programme, qui se peaufine durant l'été, n'est pas conçu avec les jeunes, mais à partir de ce que les animateur•rices rapportent de leur vécu. Le thème choisi: les discriminations (racisme, homophobie, sexisme, handicap...). «Nos objectifs: expérimenter de nouvelles méthodes d'intervention des animateur•rices, comprendre ce que vivent les jeunes dans leur quotidien et faire bouger les politiques publiques», ajoute Camilla. Le RJD ✿ est composé de débats sur la thématique, de porteurs de parole, d'activités permettant d'expérimenter différents handicaps via notamment un match de rugby en fauteuil, d'ateliers d'expression artistique, de théâtre-forum... «Le programme était un peu lourd, mais le bilan est très positif. Les jeunes ont libéré leur parole, pris conscience du vécu de certain•es d'entre eux et elles; des liens d'amitié forts se sont noués entre jeunes issus de milieux différents», commente Camilla. Kevin, 16 ans, fréquentant le centre social Les 7 lieux (Hauteville-Lompnes), confirme: «Le Réseau jeunes, c'était génial. On a pu

aborder des thématiques dont on n'ose pas parler avec nos familles ou nos amis. C'est une ouverture utile pour la suite car ça nous évite d'avoir des préjugés. Et cela permet de trouver des solutions collectives. On a ensuite la sensation qu'on peut agir et changer ce qui ne va pas.»



## C'est reparti en 2021

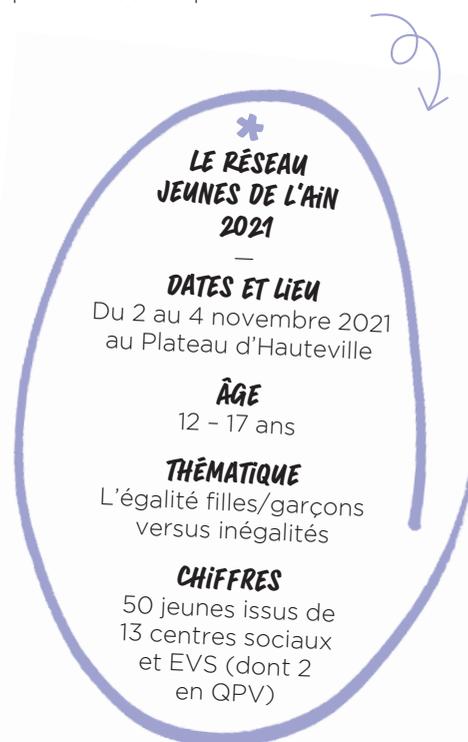
Après ce premier RJD, pas de doute, il y en aura un autre en 2021 mais cette fois-ci, les jeunes auront toute leur place dans l'organisation. «C'est une bonne idée d'impliquer les jeunes en amont en s'appuyant sur des éléments moteurs. Leur laisser de la place, ça leur donne confiance et ça les aide à se positionner, à prendre du recul. Lors du RJD, ils se sont livrés et révélés. En tant que professionnel•les, on s'est dit "On a tout gagné". D'autant que pour les animateur•rices, ce fut aussi très riche: j'ai ainsi découvert de nouveaux outils d'animation», témoigne Marine Faivre, responsable du secteur jeunes au centre social Pôle Pyramide à Saint-Denis-lès-Bourg.

Après le premier RJD, un petit groupe d'animateur•rices a constitué un comité de pilotage. L'occasion de constater certains écueils. «Il y a une méthode de travail à instaurer pour faire émerger la parole des jeunes et creuser les thèmes qu'ils et elles souhaitent aborder. Il y a aussi un besoin de formation car certain•es sont partant•es et chez d'autres, ça coince un peu. L'écologie, par exemple, n'a pas été retenu car les adultes n'étaient pas à l'aise avec ce sujet. Ou, ils et elles pensent connaître les préoccupations des jeunes sans vérifier sur le terrain s'ils et elles ont raison. C'est un vrai chantier pour nous, porté par les nouvelles recrues qui ont envie de tra-

vailler différemment et insufflent beaucoup de dynamisme», explique Camilla. Reste, un compromis sur le choix du thème a été trouvé – ce sera l'égalité entre les filles et les garçons – et du 2 au 4 novembre ✚, 50 jeunes se sont à nouveau retrouvés sur le Plateau d'Hauteville, à H3S, pour un deuxième Réseau Jeunes de l'Ain. Suite au bilan tiré de la première expérience, des changements ont été apportés: organiser l'évènement sur un temps plus long et avec des jeunes de 12 à 17 ans en font partie. «Le public était ainsi plus homogène. À 11 ans, on est plus rapidement fatigué sur le plan intellectuel et cela nécessite une plus grande adaptation. La dimension affective est également totalement différente entre un jeune de 11 ans et un autre de 17. On n'a pas les mêmes capacités à accueillir, recevoir et comprendre», commente Camilla. Autre changement par rapport à la première édition: aborder la thématique choisie en utilisant l'art et la culture via l'expression orale et physique, le dessin, le slam, la danse... et le théâtre forum, réalisé à partir de situations vécues par les jeunes et permettant d'interroger la question de l'identité. Des porteurs de parole ont également investi l'espace public pour interpeller les passant·es sur les stéréotypes de genre et les inégalités salariales.

Enfin, contrairement à la première édition, le RJD 2021 a donné lieu à une restitution à laquelle ont été convié·es les parents et les salarié·es des différents centres sociaux. Un droit de suite qui a également concerné certain·es participant·es qui ont écrit un article sur le RJD dans le journal de leur collège, lancé un concours de podcasts sur l'égalité et un concours de vidéos... De quoi donner envie de poursuivre le processus à l'occasion d'un troisième RJD... «si on trouve des financements au niveau local», tempère Camilla. Un vrai enjeu pour la suite. Il n'en demeure pas moins que du côté des animateur·rices, comme des jeunes, la dynamique est lancée. Et elle sera difficile à arrêter. «Les RJD, ça nous sort de notre zone de confort et ça nous pousse à mener plus loin la réflexion sur les thématiques choisies. Cela nous a également donné envie d'organiser des actions communes inter-centres sociaux

sur notre territoire», relate Issam Mze, animateur à L'élan, centre social et culturel d'Arbent-Marchon. Un bienfait pour les équipes et pour les esprits. Jasmine, 16 ans, du centre social de Montréal-la-Cluse, confie: «C'est le thème qui m'a incité à m'inscrire. J'aime débattre. Cela m'a permis de prendre conscience à quel point les stéréotypes étaient ancrés – le rose pour les filles, le bleu pour les garçons par exemple. Ça m'a aussi permis de vaincre ma timidité et de me sociabiliser». Elle ajoute: «Et puis, c'est un plus pour Parcoursup».



## ⇒ GIRONDE: APRÈS LA CRISE SANITAIRE, LE RJD ⇐

Depuis 2018, la fédération des centres sociaux de Gironde a initié une nouvelle dynamique autour de la jeunesse. Les centres sociaux fédérés ont commencé à travailler ensemble pour partager leurs pratiques et mettre en synergie les nombreux projets concernant ce public mis en place sur le territoire. Depuis début 2020, une structuration des politiques jeunesse à l'échelle du département est à l'œuvre. L'organisation d'un RJD s'inscrit dans ce processus. «Quand on s'est lancé dans l'organisation d'un RJD avec cinq centres sociaux (dont quatre en QPV), le plus important pour nous, c'était de construire une feuille de route fédérale, impliquant d'appréhender ce qu'était un Réseau Jeunes (aucun de nous n'avait participé à un RJN), d'apprendre à travailler ensemble et de fédérer des jeunes», relate Amandine Larrazet, chargée de mission à la Fédération des centres sociaux de Gironde.

Tout au long de 2020, il est prévu d'organiser des rencontres mêlant animateur·rices et jeunes pour faire connaissance, commencer à se projeter dans un RJD (choisir la thématique, créer des commissions, etc.). Si l'une peut se tenir en février, une autre, programmée en avril, est annulée. «À ce stade, ce fut compliqué d'entretenir la dynamique chez la vingtaine de jeunes impliqués, qui constituait le groupe moteur. Mais, en juillet 2020, nous avons pu organiser une sortie au bowling et un temps

de travail avec trois centres sociaux et treize jeunes afin d'entretenir la cohésion de groupe», relate Amandine. Un programme plus précis se dégage à ce moment-là – ateliers cuisine, tournoi de foot et de jeux en ligne, débat sur la solidarité et la jeunesse avec un sociologue, théâtre d'impro, etc. – et la date du 5 décembre est choisie pour organiser le premier RJD.

Après avoir tenté de le maintenir en repensant l'évènement, il est finalement annulé, remplacé par une visio avec des jeunes et des animateur·rices. La décision est alors prise de repartir sur une nouvelle dynamique en 2021. «Quatre jeunes filles et leurs animateur·rices ont participé au RJN à Poitiers et j'ai pu constater l'impact sur elles en termes de confiance, de montée en compétences, d'ouverture... Un Réseau Jeunes, c'est concret et plus difficile à appréhender quand on ne l'a pas vécu. Elles ont aussi pris conscience de la place qu'elles pouvaient prendre dans ce type de projet», constate Amandine. Noémi, 17 ans, fut l'une d'elles. La jeune fille, qui fréquente le centre social du Grand parc à Bordeaux, confirme: «Je me suis impliquée dans l'organisation du RJD car j'ai envie de rencontrer des gens et de construire un projet collectif. Après Poitiers, ça a renforcé ma motivation. J'ai été très bien intégrée, je me suis étonnée dans ma capacité à prendre la parole en public. Ce fut un enrichissement personnel et intellectuel».

### Premier RJD

Le premier Réseau Jeunes départemental ✚ de Gironde a finalement eu lieu le 29 mai 2021 à Lanton, sur le bassin d'Archacchon, avec pour thématique la solidarité. Une vingtaine de jeunes du groupe moteur l'ont choisi, tout comme ils ont établi le programme: débat, théâtre forum, facilitateur graphique. La journée

commence par un travail en sous-groupe et une feuille à remplir sur laquelle est déjà écrit: «C'est quoi pour toi la solidarité?» (en un mot), «les freins» et «tes rêves de solidarité». Pour chaque questionnement, un espace de réponse dédié à cet effet. Les jeunes sont mélangés entre centres sociaux et apprennent à se

Le Réseau Jeunes local, c'est un bon moyen de maintenir le lien avec les jeunes de plus de 18 ans. À partir de cet âge, ils ne sont plus accueillis dans les centres de loisirs, et au centre social, on ne propose plus que des activités pour adultes, ce qui souvent ne les intéresse pas. Avec le RJL, on les raccroche; on peut ainsi continuer à travailler avec eux sur la citoyenneté et les accompagner dans leur vie personnelle et professionnelle.

Charlène Hamard, responsable projets ados, au centre social du Grand parc, à Bordeaux (Gironde)



connaître et à échanger leurs idées. Des mots fusent pour remplir les différentes cases: sororité, fraternité, entraide, bienveillance, respect, amour... d'un côté. De l'autre: égoïsme, groupes sociaux, injustice, manque d'espaces pour se retrouver, préjugés, bêtise, discrimination, peur, pauvreté... Dans l'un des groupes, la discussion s'engage sur les rêves. Certain·e·s insistent sur l'éducation, qui serait à changer, ou l'importance de l'humour, du partage, du rire et des actions concrètes à mener envers les plus démunis notamment. D'autres sont plus pessimistes. «La solidarité, il y en a moins aujourd'hui entre les jeunes. C'est chacun pour sa gueule», dit Roman, 16 ans, du centre social de Martignas-sur-Jalle. Le RJL est là pour lui donner tort.

Après une restitution par chaque groupe, une deuxième affiche leur est proposée avec un thème plus précis: solidarité et environnement, solidarité et jeunesse, solidarité dans ton quartier. Là encore, les jeunes notent leurs idées et leurs propositions sur une feuille qui sera ensuite commentée et affichée. On peut lire, en vrac: «Créer des instances représentatives de la jeunesse», «mettre la solidarité et le multiculturalisme au cœur de l'Éducation nationale», «organiser des



Fédération et centres sociaux de l'Ain

Fédération et centres sociaux de Gironde



clean-walk», «consommer davantage au local», «avoir accès à de l'accompagnement scolaire, même le week-end», etc. Des actions de solidarité déjà en place sont aussi relatées comme la mise en place d'un frigo solidaire, installé derrière un centre social, pour que les personnes précaires puissent se servir.

Après le déjeuner, c'est au tour du théâtre-forum de prendre possession des lieux. La compagnie Donc y chocs propose deux saynètes: l'une montre un jeune souhaitant devenir bénévole dans une association d'aide aux devoirs qui se fait refouler; l'autre met en scène une «clean-walk» et un passant qui jette son mégot par terre. Les jeunes participent, interviennent, fustigent les jugements à leur rencontre, les a priori négatifs sur leur capacité d'engagement ou leurs compétences, les exigences fortes qui leur mettent la pression... le tout est croqué par Elsa Landais, facilitatrice graphique. Elle commente: «On sent chez ces jeunes une dynamique, une envie, un optimisme, qui est chouette. Et en plus, ils ont pas mal d'idées. C'est foisonnant!».

Une énergie contagieuse car au fil des débats, des jeunes font évoluer leur point de vue. Mara a 15 ans et elle

vient du centre social La Châtaigneraie, situé à Pessac. C'est le thème qui l'a convaincu de participer et elle ne regrette pas d'être venue. D'abord, elle a fait la connaissance de Abdou, 18 ans. Ensemble, ils se sont mis à écrire un rap parce que c'est, dit-elle, «une autre façon de faire passer des messages, au-delà des débats et des témoignages. Il faut tous s'aider, quel que soit son origine, sa couleur de peau, sa religion... C'est ce qu'on dit dans notre rap. Et aussi que dans les quartiers, contrairement à ce qui est dit à la télé, il y a beaucoup de solidarité». Et puis, Mara, à l'occasion du RJD, a apprécié de rencontrer de nouvelles personnes, de partager des points de vue, de s'ouvrir à d'autres idées. «Le mot-clé pour moi, c'est l'union. Ici, on est tous unis même sans se connaître. Ça donne envie de se retrouver à d'autres occasions».

En 2022, la fédération des centres sociaux de la Gironde a organisé un deuxième RJD du premier au 3 juillet. En un an, le groupe moteur est monté en charge, comprenant désormais une trentaine de jeunes, issus de six centres sociaux. Le thème qu'ils et elles ont choisi: l'image des jeunes et le monde tel qu'il le voit. Mara appréciera!

## ⇒ 2021: PREMIER RJD EN ÎLE-DE-FRANCE ⇒

«Cela faisait des années que l'on voulait rassembler des jeunes de plusieurs centres sociaux sans savoir quelle forme cela pourrait prendre. Mais, en Île-de-France, le terrain était favorable car nous sommes proches les uns des autres, et nous travaillons déjà ensemble via l'Union francilienne des fédérations des centres sociaux et socio-culturels», décrit Clara Stern, chargée de projet à la fédération des centres sociaux des Hauts-de-Seine. L'AMI va alors fournir le cadre manquant à l'organisation d'un tel événement. Un cadre qui nécessite une préparation afin de créer «de la cohésion de groupe. C'est notre

cœur de métier. Nous faisons du lien social et nous le faisons bien», affirme Clara.

Pour ce faire, différentes rencontres avec les jeunes ont été organisées en amont de la manifestation pour apprendre à se connaître, visiter les structures des un·es et des autres, s'amuser ensemble et poser les bases du RJD (choix du thème et des activités).

Les 10 et 11 juillet 2021, quarante-cinq jeunes de la Région se sont retrouvés à Jambville pour débattre des relations femmes/hommes ✨. Le groupe est divisé en deux: théâtre d'un côté et éloquence de l'autre. Au programme du

premier groupe: la lecture, par une comédienne, d'un extrait de King Kong théorie de Virginie Despentes. De quoi lancer le débat sur l'égalité, le sexisme, le féminisme. Une jeune réagit: «Je suis d'accord avec le texte, mais dans la vie, je laisse faire. Comment est-ce que je peux agir?». «Tu as des idées?», lui demande Maud, l'animatrice de la matinée, elle aussi comédienne. «Il faut en parler», rétorque la jeune fille. En parler, les jeunes sont là pour ça. Et les réactions commencent à fuser dans la salle entre constats et témoignages. «On entend souvent que les filles sont plus faibles ou moins productives parce qu'elles risquent de tomber enceinte», dit l'une. «Une mère est là pour s'occuper des enfants et le père, il cadre et il supervise», avance un autre, soutenu par un copain. «Milhane dit ça parce que c'est ce que nous vivons dans nos familles».

Milhane, 18 ans, dira plus tard en interview qu'il a envie de provoquer le débat dans sa famille sur cette question tout en souhaitant perpétuer les traditions reçues en héritage. «Entre ce que je vis chez moi et ce que je vis ici, c'est différent», confie-t-il. Pour autant, le théâtre-forum +++ montrant d'abord une jeune fille se faisant accoster dans la rue puis une maman renonçant à aller travailler pour s'occuper de son enfant malade, fait bouger les lignes. Dans la première scène, une jeune fille a endossé le rôle de l'homme qui accoste en mettant dans sa bouche des propos vulgaires suite au refus de la demoiselle

### «LE RJD, C'EST UN APPRENTISSAGE DE VIE.»

de lui donner son numéro de portable. Milhane, encore lui, commente: «Elle a sur-joué. Je ne me suis pas reconnu. Mais, quand même, ça fait réfléchir à nos attitudes. Je ferai plus attention à l'avenir».

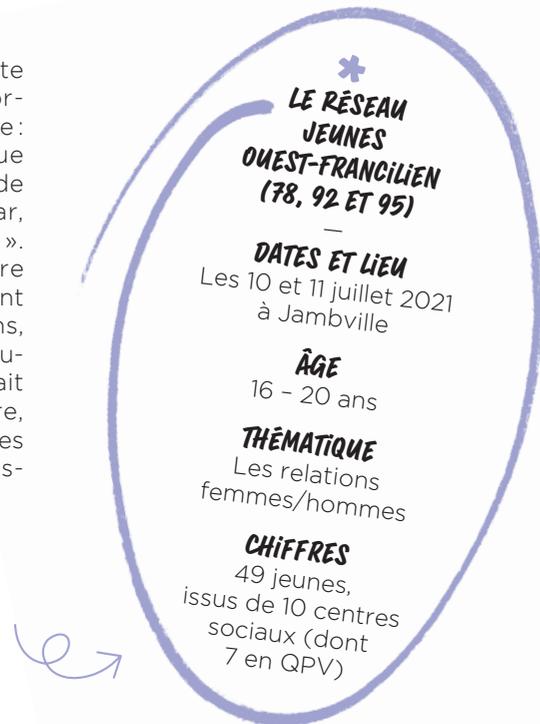
+++  
LE THÉÂTRE-FORUM, C'EST UN OUTIL D'ANIMATION QUI PERMET, GRÂCE À LA PARTICIPATION DE CHACUN·E DE PARLER ET D'IMAGINER COLLECTIVEMENT DES SOLUTIONS ALTERNATIVES AUX PROBLÈMES DE CE MONDE

### L'éloquence ou l'apprentissage du débat

Suite à l'une des rencontres de préparation, en amont du RJD, un débat mouvant avait été organisé pour choisir parmi les quatre thèmes - relations femmes/hommes, racisme, jeunes et covid et orientation/formation - ayant émergé lors des discussions. «On a constaté que les jeunes rencontraient des difficultés à argumenter, à débattre et à convaincre», explique Clara Stern. Un atelier sur l'éloquence est alors inscrit au programme de la rencontre. Erwan et Rovelyne, de Ethos acadé-

mie, sont aux manettes. Des équipes sont constituées. Chacune va devoir plancher sur un argumentaire pour répondre «oui» ou «non» à l'une de ces questions: «Est-ce que les inégalités salariales sont justes?» et «Est-ce que l'amitié entre les hommes et les femmes existe?». En préambule, quelques rudiments de l'exercice leur sont communiqués: bien articuler, regarder, jouer sur les émotions, faire des silences, moduler sa voix, etc. À la fin, un membre de chaque équipe est choisi pour lire

l'argumentaire. Le public vote ensuite pour le plus convaincant. À la sortie, nous croisons Souris. Il commente: «L'éloquence, ça m'a plu parce que ça peut me servir dans mes études de communication et de marketing. Car, mon boulot, ce sera de convaincre». Si les bienfaits d'une telle rencontre peuvent être «professionnelles», ils sont aussi personnels. Ainsi, Iptisan, 17 ans, confie à la fin de la journée: «On a beaucoup de choses à dire mais on ne sait pas comment. Ce type de rencontre, c'est positif, ça change des autres types de séjour. Car, ici, c'est un apprentissage de vie».



## ⇒ CHARENTE-MARITIME: ET UN, ET DEUX... ⇐

Après deux annulations, un premier RJD \* est organisé dans ce département en 2021. Animateurs et animatrices en sont la cheville ouvrière. Mais si les jeunes n'ont pas été conviés à sa préparation, «le choix de la thématique reflète leur préoccupation», selon Christine Laroche, déléguée adjointe à la fédération des centres sociaux de Charente-Maritime. C'est donc un collectif d'animateur·rices qui a impulsé la dynamique, pensé l'évènement, sensibilisé les jeunes à la thématique en amont du RJD et construit la rencontre.

La première journée a été découpée en plusieurs séquences: **jeux d'interconnais-**  
**sances**, d'abord, découverte d'associations locales - Centre permanent d'initiatives pour l'environnement, Les Arts en sortent - ou échange avec des passant·es via des grands jeux déployés sur l'espace public, débat mouvant en lien avec la thématique... Quatre affirmations sont alors proposées aux participant·es:

«Mes parents pensent pour moi; Je peux faire évoluer le fonctionnement de mon école; En tant que mineur, on me laisse de la place dans la vie locale de mon quartier, de ma ville; J'ai le pouvoir d'agir à l'échelle du pays». De quoi engendrer du débat et des réflexions personnelles. En vrac: «Nos parents peuvent nous guider, pas nous diriger»; «on a des outils à l'école pour la faire évoluer: conseil de classe, CVC, pétitions...»; «au conseil municipal des jeunes de ma ville, trois propositions ont été prises en compte»; «il faut de la notoriété et du contenu pour être écouté...». Le soir, les jeunes ont pu assister à une représentation du spectacle La part égale, le «seule en scène» d'une jeune comédienne sur le thème du sexisme ordinaire et des combats à mener en faveur de l'égalité. «Après la pièce, les jeunes ont pu échanger avec Cloé Martin. Son spectacle a suscité beaucoup de réactions. Ce fut un débat très riche...», commente Christine.

La seconde journée a été en partie consacrée à la rencontre avec des élu·es de collectivités locales et de centres sociaux, et d'un coordinateur de la CAF, partenaire financier de la rencontre. Quatre sous-groupes thématiques sur la place des jeunes dans la famille, les temps extra-scolaires, à l'école et dans la société ont été mis en place (sous la forme d'un world café), comprenant chacun des jeunes et des élu·es. Une journée qui s'est finie par la rencontre de deux jeunes filles venues témoigner de leur engagement auprès de migrant·es. Puis, les jeunes ont été mis à contribution pour un ultime débat sur «si je pouvais changer le monde... ce serait quoi?». Les thèmes du climat, des discriminations, de l'école, des droits des jeunes, de la famille, des loisirs... ont alors été évoqués, puis regroupés afin de faire émerger la thématique du RJD 2022. «Les jeunes ont choisi les discriminations. Et à cette occasion, un groupe moteur d'une dizaine de jeunes a vu le jour pour construire l'évènement aux côtés des animateur·rices. Ils ont notamment évoqué leur souhait que le RJD dure une semaine, dont deux demi-journées de bénévolat, et qu'il y ait

y compris avec des élu·es», avance la déléguée adjointe. Mathieu, animateur jeunesse, lui emboîte le pas: «Les jeunes se sont éclatés à échanger entre eux et avec des adultes; ils ont apprécié de prendre la parole et de se sentir écoutés».

Déjà dans les têtes en 2021, un Réseau Jeunes 2022 s'est très vite profilé... avec quelques ajustements: évolution de la tranche d'âge (13 - 18 ans), hausse du nombre de jeunes présents (entre 40 et 45), participation du groupe moteur à l'organisation de l'évènement aux côtés des animateur·rices... Une co-construction qui a permis de faire évoluer le programme par rapport à l'édition 2021: pas d'élu·es invité·es et plus de temps consacré à des actions concrètes. Christine commente: «Il y a un équilibre à trouver entre ne pas faire à la place des jeunes mais faire en sorte que le projet avance. On s'adapte aux jeunes, et ce n'est pas toujours facile. Il faut les bousculer parfois et se restreindre pour ne pas en faire trop...».

«[LE RJD], C'EST UN  
OUTIL FORMIDABLE POUR  
AMENER LES JEUNES À  
S'EXPRIMER, À DÉBATTRE,  
Y COMPRIS AVEC DES  
ÉLU·ES.»

des actions concrètes menées auprès de migrant·es, de personnes en situation de handicap ou précaires...», détaille Christine. De quoi dresser un bilan plutôt positif de cette première expérience. «J'ai été surprise par la qualité des échanges. Et les élu·es l'ont été par certaines remarques sur l'école, la pression scolaire, l'absence d'écoute des professeurs. C'est donc un outil formidable pour amener les jeunes à s'exprimer, à débattre,



## ⇒ ALLIER: MIEUX VAUT PARTIR À POINT... ⇐

«On a pris le train en marche», énonce Élodie Monat, chargée de mission à la fédération des centres sociaux de l'Allier. Le train, ce sont les RJD. Car en 2019, le réseau départemental ne se sent pas assez mur pour s'inscrire dans la dynamique. Les choses changent au fil des mois et des initiatives. «Un groupe d'animateur·rices, issu·es de plusieurs centres sociaux, a commencé à bien fonctionner. Ils et elles ont notamment monté ensemble le projet «Cité d'enfants». L'objectif de ce type de séjour, c'est de laisser les enfants construire un village et choisir un mode de société. Ils et elles se sont positionné·es en tant qu'accompagnateur·rices, une façon de se former à cette nouvelle approche», relate Élodie.

S'en suit une participation au RJN de Poitiers pour la chargée de mission et la conviction que l'Allier est désormais en capacité d'organiser son propre RJL... en inventant une forme qui lui ressemble. «On ne voulait pas plaquer le RJN sur notre évènement, mais partir de l'expertise des animateur·rices, en les positionnant comme des accompagnateur·rices et des fédérateur·rices, et de l'expérience de la cité d'enfants», précise Élodie.

Après de multiples échanges entre équipes, se dessine un projet fédéral sur la jeunesse, axé sur l'engagement, dans lequel s'inscrit le RJD ✨. Organisé en octobre 2021, l'évènement se veut d'abord pédagogique sur la question de l'engagement, étudié sous ses différentes formes (scolaires, familiales, associatives...). La question «Quels sont les leviers pour s'engager et les freins?» fait également l'objet d'un débat. Des missions de bénévolat dans des associations locales – et l'occasion d'échanger avec des bénévoles – sont, par ailleurs, au programme, tout comme du théâtre-forum où se jouent des saynètes sur la thématique du RJD. Enfin, les jeunes ont clôturé cette rencontre par un dialogue avec des élu·es locaux·ales,

un député, et des administrateur·rices de centres sociaux. Durant tout le séjour, des jeunes ont filmé le RJD. La vidéo, montée pendant l'évènement, a été visionnée puis débattue.

«Nous avons préparé ce premier RJD sans les jeunes. Nous avons choisi la thématique et défini le programme. Les jeunes ont cependant adhéré et ont apprécié ce séjour différent des autres leur permettant de rencontrer des jeunes de tout le département, mais aussi des élu·es avec qui ils ont pu échanger de façon horizontale», se réjouit Élodie. Une réussite aussi car sur les trente-cinq jeunes présents, dix-sept ont voulu s'engager dans la préparation de l'édition 2022 du RJD. En parallèle, les animateur·rices ont souhaité monter en compétences sur l'organisation de ce type d'évènement et sur l'animation de débat. Une session de formation est alors organisée avec Sébastien Hovart (voir son interview page 32) aux manettes. «Durant deux jours, on a passé en revue le RJD et on a travaillé avec lui sur le sens et les objectifs de chaque action menée, l'impact qu'a la posture des animateur·rices, en retrait ou au centre, sur un débat. On a aussi interrogé la nécessité ou pas de mener des actions bénévoles, comme au RJN, etc.», explique Élodie.

Un temps d'analyse et d'échanges qui a permis aux équipes de l'Allier de se positionner différemment sur l'organisation du RJD 2022. Un groupe de travail composé de jeunes et d'animateur·rices a été mis en place pour définir la thématique, le programme, les activités... «Lors d'une séance de préparation, on a demandé aux jeunes la place qu'ils voulaient occuper. Leur souhait, c'est d'être investi dans l'élaboration de l'évènement mais pas dans l'animation. Ils posent le programme et nous en assurons le déroulé», précise Élodie. Elle ajoute: «Le réseau monte en puissance, année après année. Nous sommes tou·tes en progression.

On ne veut mettre personne en difficulté et continuer à se former. Si les jeunes avaient été partants sur l'animation, on leur aurait demandé de participer à la formation de Sébastien. Ce n'est pas le cas cette année... mais pourquoi pas l'an prochain?».



## ⇒ LOIRE-ATLANTIQUE: CHACUN SON RJD ⇐

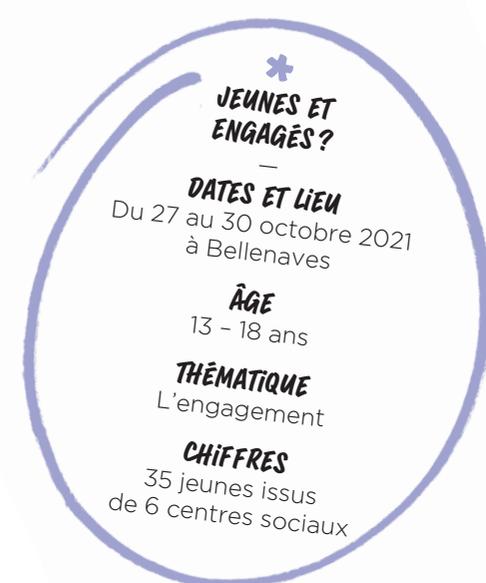
«On a pris le temps de débroussailler», expose Maxime Bée, chargé de mission communication et jeunesse à la fédération des centres sociaux de Loire-Atlantique. Débroussailler, ça veut dire sonder le réseau des quarante centres sociaux adhérents au sein d'un département où la dynamique jeunesse n'est pas en reste et le pouvoir d'agir de ce public-là un fait acquis. Reste... de l'envie à l'action, il y a un pas. «Douze centres sociaux ont manifesté leur intérêt pour participer à l'organisation d'un RJD. Mais certains ont lâché en route car cela représentait un trop gros investissement. Il y a beaucoup de turn-over dans les équipes et certaines structures sont en sous-effectif», constate Maxime.

Au bout du compte, huit centres sociaux sont pleinement mobilisés, du/ de la directeur·rice aux animateur·rices.

### Un RJD / 5 journées

En juin 2021, une première rencontre a lieu à Saint-Herblain, réunissant quarante jeunes, âgés de 13 à 18 ans, issus de six centres sociaux. Objectif: faire connaissance, vivre ensemble un mo-

ment convivial et présenter la nouvelle formule de RJD. De là émane un noyau dur d'une vingtaine de jeunes, qui vont suivre chaque étape du processus. Fin juin 2021, les jeunes sont invités à partici-





▲ Fédération et centres sociaux de Loire-Atlantique



▲ Fédération et centres sociaux de l'Allier

per à un festival sur les cultures urbaines, «Bouge», porté par leur pair au sein de la maison de quartier Méan-Penhoët, située à Saint-Nazaire. «Il s'agissait de leur faire découvrir comment des jeunes peuvent prendre la main sur un événement», précise Maxime. En août 2021, est organisé un **terrain d'aventure** à Saint-Sébastien. Inventés il y a presque un siècle au Danemark, ce sont des espaces d'activités libres destinés aux enfants, qui leur permettent de se réapproprié l'espace public. Ici, les jeunes investissent un terrain vague, y construisent des cabanes, l'occasion de s'adonner à des travaux manuels. «C'était l'idée d'un groupe de jeunes de L'Allée verte qui avait découvert cette activité dans leur centre social», commente Maxime.

La quatrième journée, qui se déroule en septembre 2021, est placée sous le signe de la solidarité. Le matin, il s'agit de participer à une journée mondiale de nettoyage de l'espace public, organisée chaque année par des jeunes du CSC Pierre Legendre à Couëron. L'après-midi, des jeunes de quatre centres sociaux se greffent à une action menée par d'autres jeunes sur la lutte contre la précarité menstruelle grâce à une collecte de serviettes et de tampons, redistribués ensuite à une association locale. Un moyen aussi de sensibiliser à cette question.

Enfin, en décembre 2021, les jeunes ont voulu reprendre leur thématique de départ et débattre en ateliers de sujets tels que le genre, l'identité... «Des jeunes concernés ont témoigné sur leurs difficultés au sein de leur famille, de l'école... Une professionnelle est également intervenue sur la question des émotions, du lâcher prise. Une disco soupe a clôt la matinée. L'après-midi, les jeunes ont participé à du théâtre-forum sur leur ressenti par rapport à la crise sanitaire», détaille Maxime. Une journée dense où les jeunes ont animé un plateau radio, ont réalisé une fresque collective, mis en place une zone de gratuité et participé à un photobooth...

Au final, une cinquantaine de jeunes et d'animateur·rices, issu·es de six centres sociaux (dont deux en QPV) se sont mobilisé·es sur au moins une de ces journées... De quoi dresser un premier bilan. «Dans notre département, les jeunes

sont déjà investis dans des projets. Nous sommes convaincus que développer le pouvoir d'agir de ce public, c'est une valeur ajoutée, un gage de leur épanouissement et un moyen de les faire évoluer. Certains jeunes ne voulaient pas participer aux ateliers sur le genre. Ils y sont finalement allés et en sont ressortis bien plus ouverts sur le sujet». C'est l'une des conclusions tirées de ces cinq journées de RJD aux couleurs du 44. Ce n'est pas la seule. Maxime enchaîne : «Cela crée des facilités de collaboration entre centres sociaux. Même si, ce sont toujours les mêmes structures qui s'impliquent. Nous avons un effort à fournir pour ne laisser personne de côté et faire en sorte que tous les centres sociaux développent le pouvoir d'agir des jeunes. Pour le prochain RJD, une animatrice de l'une des structures a obtenu une mise à disposition... Pour que ça fonctionne, il faut des moyens et valoriser le temps passé sur l'évènement».

En 2022, le Réseau Jeunes national se tiendra à Pornichet (44). Les jeunes du département, qui ont participé au RJD, sont en première ligne.

## LE RÉSEAU JEUNES 44 TRANSFORMÉ

### DATES ET LIEU

En juin 2021, à Saint-Herblain et Saint-Nazaire; en août 2021, à Saint-Sébastien; en septembre 2021 à Couëron et en décembre 2021 à nouveau à Saint-Herblain.

### ÂGE

13 - 18 ans

### THÉMATIQUE

Bien vivre sa jeunesse, bien dans son corps, bien dans sa tête

### CHIFFRES

Une cinquantaine de jeunes, issus de 6 centres sociaux (dont 2 en QPV), ont participé à au moins l'une des journées.



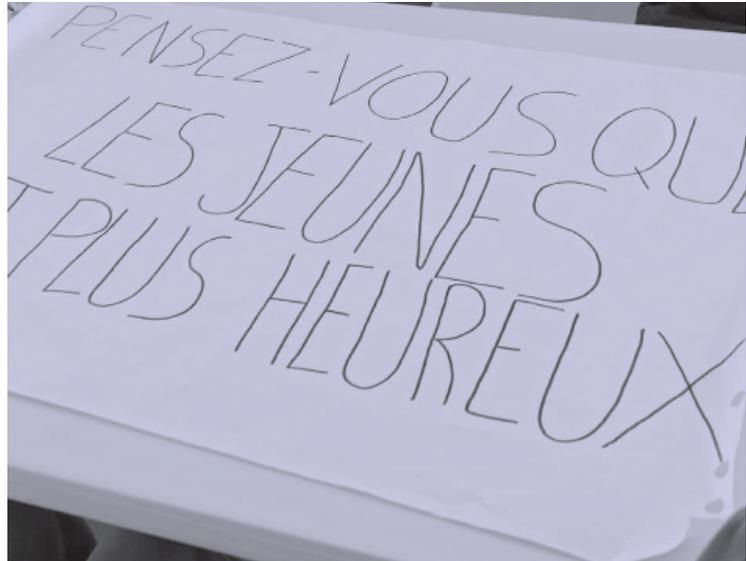
◀ Fédération et centres sociaux de Loire-Atlantique



◀ Fédérations et centres sociaux d'Île-de-France

◀ Fédération et centres sociaux de Dordogne

▶ Fédérations et centres sociaux d'Île-de-France



# LE TEMPS DE L'IMPACT

---

De Réseaux Jeunes nationaux en Réseaux Jeunes locaux, d'agora en séminaires, certains jeunes investis dans ces rencontres prennent à la fois conscience de leur pouvoir d'agir et de leur place dans la société. Ce sont également des boussoles pour d'autres jeunes, désireux eux aussi de s'engager. Des évolutions que l'on peut mesurer de façon concrète via des réalisations, des promotions, des dialogues avec des élu·es.

**Focus sur l'Ardèche, la Drôme, les Pyrénées-Atlantiques, la Bretagne et la Vienne.**

# ⇒ AJIRATON 2020 ⇐

Le programme AJIR (Ardèche - Jeunesse - Innovation - Ruralité), piloté par le Conseil départemental de l'Ardèche, rassemble une cinquantaine de partenaires de tout le département autour d'une ambition commune : construire avec les jeunes des projets et des **politiques publiques** qui répondent à leurs besoins et leurs attentes pour leurs territoires. Dans ce contexte, la fédération ardéchoise des centres sociaux porte deux actions : la formation des acteurs jeunesse et l'instauration d'un dialogue entre les élu·es et les jeunes. « Nous avons voulu associer la fédération et les acteur·rices de terrain pour réfléchir ensemble à comment on pouvait monter en compétences en matière d'animation jeunesse », explique, en préambule, Vanessa Jaume, déléguée à la fédération ardéchoise des centres sociaux. On est alors à la rentrée 2019 et l'AMI vient d'être lancé. Un processus qui va d'abord passer par la construction d'un outil pédagogique permettant de produire du diagnostic sur ce que vivent les jeunes sur le territoire. Les AJIRA sont nés. Concrètement, des équipes de centres sociaux vont à la rencontre de jeunes qui ne fréquentent pas ce type de structures pour leur poser trois questions : qu'est-ce qui va bien ? Qu'est-ce qui va mal ? Comment peux-tu t'engager pour faire bouger les choses ? Vingt-huit AJIRA plus tard, soit deux cents jeunes interrogés sur l'ensemble du département, un constat s'impose : « On a réinventé notre métier d'animateur·rice jeunesse et cela a noué un lien très fort entre nous », commente Vanessa. Une autre étape commence alors : organiser un Réseau Jeunes local pour donner suite aux AJIRA. Le RJL - dénommé AJIRATON - doit se tenir en octobre 2020 sur deux jours en présentiel avec comme fil conducteur les thématiques soulevées par les jeunes (manque de loisirs, problème de mobilité, etc.). Un programme comprenant notamment une rencontre

avec des élu·es locaux·ales - maire, conseiller·ères départementaux·ales et intercommunaux·ales - et un travail sur les propositions des jeunes pour améliorer leur cadre de vie. Des projets financés à hauteur de 1000 euros chacun par le conseil départemental. Suite à l'annulation du RJL en raison de la pandémie, les équipes de l'Ardèche ont décidé de l'organiser en visio ✨ en maintenant notamment une forma-

## « LE RÉSEAU JEUNES A DÉCLENCHÉ UNE DYNAMIQUE DE PARTENARIAT. »

tion sur le rôle des élu·es et un dialogue entre huit d'entre eux et des jeunes pour évoquer leur projet. « Ils/Elles ont été disponibles, accessibles et intéressés par les propositions des jeunes », assure Vanessa. Un lien horizontal et égalitaire qui a permis aux jeunes de gagner en confiance et à certaines idées de se concrétiser. Il en va ainsi d'un city stade à Privas. « Les jeunes l'ont présenté au maire, qui y est favorable. Le fait d'être écoutés et soutenus, ça les motive. Ils s'expriment mieux car ils sont valorisés et responsabilisés », explique Rachid Boulbaroud, coordinateur enfance, jeunesse, culture à MJC CS Couleur de liens à Privas. Une dynamique qui ancre également une nouvelle façon de travailler avec les jeunes. Houda Nor El, directrice du centre social d'Annonay, relate : « Nous avons été sollicités par le maire pour réfléchir à la politique jeunesse sur l'agglomération à partir du travail mené dans le cadre des AJIRA. Le Réseau

Jeunes a déclenché une dynamique de partenariat. Il y a aujourd'hui une réelle **volonté politique** de développer le pouvoir d'agir des jeunes ».



## AJIRATON 2021

En 2021, on ne prend pas tout à fait les mêmes - moins de centres sociaux ont participé - mais la thématique reste identique : rendre possible un dialogue entre jeunes et élu·es. Cette fois-ci, la rencontre ✨ a lieu en présentiel. Huit élu·es - un vice-président du conseil départemental, 2 vice-présidentes d'intercommunalités, 3 maires et 2 adjoint·es au maire - ont fait le déplacement. Aux dires de Vanessa Jaume, l'évènement a été « amélioré. On a impliqué les animateur·rices en amont mais pas les jeunes car c'était trop compliqué. Nos centres sociaux sont éparpillés sur le territoire. Et puis, nous pensons qu'il faut d'abord leur donner envie de s'engager, leur montrer que c'est possible ». Des challenges que le programme de l'évènement a relevés via des formations au micro-trottoir, un atelier théâtre, des interviews de passant·es et de jeunes sur les actions à mener pour améliorer leur vie (des passages ont ensuite été joués sur scène),

⇒ **Avant, je n'avais pas beaucoup d'idées de projet, mais plus je grandis, plus j'ai de l'imagination et plus j'ai envie de m'impliquer pour ma commune. J'ai gagné en confiance, en savoir et en expérience. On nous écoute plus aujourd'hui, c'est à nous de proposer de nouvelles activités.** ⇐

Alain, 16 ans,  
centre social du Pouzin (Ardèche)

## « LE RJD, C'EST UN OUTIL PERTINENT POUR QUE LES JEUNES PÈSENT SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES QUI LES CONCERNENT. »

des échanges sur l'engagement citoyen, le bénévolat, etc.

Climax de l'évènement, la rencontre avec les élu·es. «On a d'abord posé le cadre du dialogue basé sur l'**horizontalité**. On leur a fait écouter les témoignages des jeunes et voir la pièce permettant aux élu·es de comprendre leur vécu en termes d'emploi, de mobilité, de précarité... et leurs propositions», relate Vanessa. Une introduction au débat suivi de travaux en petits groupes composés chacun de jeunes, représentant·es de centres sociaux et d'un·e élu·e, invité·e à réagir aux propos des jeunes. «Le message que les jeunes voulaient faire passer, c'est «travaillons ensemble». Certain·es élu·es ont manifesté leur grand intérêt pour la proposition. De fait,

depuis le premier AJIRATON, des projets qui avaient émergé, comme le city stade à Privas ou l'espace pour des rencontres intergénérationnelles au Pouzin, ont vu le jour». Elle poursuit: «Le RJD, c'est un outil pertinent pour que les jeunes s'engagent, prennent conscience de leurs capacités et pèsent sur les politiques publiques qui les concernent. Et ça fonctionne puisque des **résultats concrets** sont obtenus!».

**AJIRATON 2021**

—

**DATES ET LIEU**  
Les 28 et 29 octobre  
2021 à Privas

**ÂGE**  
12 - 17 ans

**THÉMATIQUE**  
Le dialogue élu·es/jeunes

**CHIFFRES**  
48 jeunes issus de  
9 centres sociaux  
(dont 6 en QPV)

## ≡ DRÔME: UN PROCESSUS À L'ŒUVRE ≡

Si en Ardèche, des résultats concrets ont été obtenus, ailleurs, ils peuvent se faire attendre. De quoi générer un peu de frustration. C'est le cas pour Laounia Attoumane (voir encadré page 64) ou pour Carla Roy, 16 ans, qui fréquentent le centre social Maison citoyenne Noël Guichard à Romans-sur-Isère. En 2020, Carla a participé au Réseau Jeunes national à Poitiers et en 2021 à un RJD ✨. Son constat est tranché: «On participe à ces rassemblements pour faire bouger les choses dans la société, mais en fait rien ne change». Pour autant, même

si l'impact collectif de ces événements n'est pas au rendez-vous, Carla évalue à sa juste valeur les retombées personnelles. «Rencontrer des jeunes d'horizons divers, ça permet de se confronter à d'autres façons de pensée, d'affiner ses opinions, d'élargir son point de vue qui en devient plus juste car moins personnel. Un Réseau Jeunes crée les conditions favorables à un débat. C'est intéressant d'échanger sur un thème de société en dehors de sa famille et de ses ami·es», confie la jeune fille. Un impact individuel ressenti notamment par



Fédération et centres sociaux de la Drôme



Fédération et centres sociaux des Pyrénées-Atlantiques

son entourage. Elle relate: «Je ne m'en étais pas rendue compte, mais ma mère m'a dit que j'étais revenue grandie de ces rassemblements; je parle plus, j'ai plus envie de débattre. Ce dont j'ai pris conscience, en revanche, c'est que je me sens plus **légitime** à donner mon point de vue». Un processus à l'œuvre qui touche plusieurs jeunes. Adelaïde Caupert, chargée de mission à la fédération des centres sociaux de la Drôme, observe: «Les RJD ont mobilisé des jeunes qui ne fréquentaient pas les centres sociaux et qui, ensuite, ont investi les lieux. Ils ont eu envie de se revoir, de créer des projets ensemble, un séjour notamment. Et puis, ça leur a donné le goût du débat, l'envie de donner son avis. 5/6 participant·es au RJD ont ainsi intégré un parlement libre de jeunes. Le RJD a provoqué un **déclat** alors qu'avant ils et elles n'étaient pas du tout dans cette dynamique».

## ⇒ LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES OU L'EFFET BOULE DE NEIGE ⇐

«Avant même l'AMI, les jeunes issus de différents centres sociaux du territoire avaient envie de se voir et de mener des actions communes. Or, notre posture, qui est aussi celle des animateur·rices, c'est de suivre l'envie des jeunes», pose en préambule Héloïse Adnet, animatrice de réseau à la fédération des centres sociaux des Pyrénées-Atlantiques. Un premier micro-événement a lieu en 2019 puis un RJL ✨ en 2021, préparé par les jeunes. De quoi déclencher tout un processus. «Le RJL a rendu possible une prise de conscience au sein de la fédération, des centres sociaux, les directeur·rices notamment, mais aussi chez nos partenaires, de l'importance de donner aux jeunes les moyens de s'exprimer. Une démarche qui s'inscrit sur le long terme et qui se décline dans les structures. Par exemple: comme il n'y a pas de mise à disposition des anima-

teur·rices sur les questions de citoyenneté, les directeur·rices font le choix de sortir du bricolage et de leur donner les moyens de s'impliquer sur la préparation des RJD et du RJN», précise Héloïse. Un groupe de jeunes du département, accompagnés par leurs animateur·rices, est mobilisé sur la préparation de l'édition 2022 du RJN. De quoi impulser la mise en place d'une **structuration** des forces en présence: une vingtaine de jeunes moteurs préparent l'évènement et, à terme, un groupe de jeunes ambassadeurs sera constitué. «Les animateur·rices ont également envie de se structurer. Ils et elles sont très motivés car cela redonne du sens à leur métier et met l'accent sur l'importance de ce qu'ils et elles ont à transmettre aux jeunes. Au niveau fédéral également, il y a un impact: le conseil d'administration souhaite accompagner la dynamique jeunesse en

### ✨ LE RÉSEAU JEUNES DRÔMOIS

—  
**DATES ET LIEU**  
Du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2021  
à Marignac en Diois

**ÂGE**  
15 - 18 ans

**THÉMATIQUE**  
Inégalités sociales et  
environnementales

**CHIFFRES**  
21 jeunes, issus de  
4 centres sociaux  
(dont 1 en QPV)

accordant plus de temps à l'animation du réseau», se réjouit Héloïse. Concrètement, les jeunes des Pyrénées-Atlantiques ont travaillé sur la communication du RJN et de la deuxième édition de leur RJL, qui s'est tenu du 7 au 10 juillet à Oloron-Sainte-Marie sur le thème du «vivre ensemble». «Aujourd'hui, les jeunes se sont emparés des RJD et RJN; ils ont envie d'être dans des espaces politiques», conclut Héloïse. Ce n'est pas Mona, 16 ans, qui va la contredire. La jeune fille, issue du centre social La Haut, situé à Oloron, se qualifie elle-même de fantôme, avant que la dynamique RJL et RJN ne déferle. «J'étais invisible, je ne m'imposais pas, je regardais les autres faire en restant passive», décrit-elle. Et puis, peu à peu, la chenille est sortie de son cocon. En 2019, Mona apprécie l'aspect humain et les rencontres interpersonnelles du premier événement auquel elle assiste. En 2021, elle prend plus de responsabilités et participe au choix du thème, des activités, etc. «Et en 2022, on gère tout!», s'exclame Mona, également impliquée dans la préparation du RJN en tant que jeune moteur. Elle relate: «C'est intéressant de voir comment ça fonctionne, de rencontrer encore plus de jeunes, issus d'horizons différents. Et puis, comme on est mieux structuré, notre rôle est plus visible».

**« J'AI ENVIE DE PRENDRE  
DES RESPONSABILITÉS ET  
D'ÊTRE ACTRICE DE MA  
VIE ET DE LA SOCIÉTÉ. »**

Mona a intégré la commission communication au niveau national mais aussi local. De quoi lui permettre d'acquérir des compétences, qui, comme elle le dit, «lui serviront plus tard dans sa vie professionnelle». Sur le plan personnel, l'impact est déjà palpable. «J'ai plus confiance en moi et en mes idées. Je ne bride plus mes opinions. Et puis, comme on nous donne la parole, on se sent utile», confie

Mona. Autre bienfait de l'expérience: la confirmation de son choix d'études. La jeune femme sera avocate, spécialisée en droit pénal. «Héloïse m'a dit: ça te va bien», sourit-elle. En attendant, on n'arrête plus Mona, qui souhaite s'impliquer dans le Conseil de la vie lycéenne à la rentrée 2022 et, pourquoi pas, intégrer le CA de son centre social. Elle conclut: «J'ai envie de prendre des responsabilités et d'être actrice de ma vie et de la société».

### ✨ LE RÉSEAU JEUNES DES CENTRES SOCIAUX DE PYRÉNÉES- ATLANTIQUES

—  
**DATES ET LIEU**  
Du 2 au 4 juillet 2021  
à Anglet

**ÂGE**  
13 - 18 ans

**THÉMATIQUE**  
Quel avenir pour les jeunes  
dans le monde de demain?

**CHIFFRES**  
36 jeunes issus  
de 5 centres sociaux  
(dont 1 en  
QPV)

# PORTRAIT DE LAOUNIA ATTOUMANE

— Co-présidente de la fédération  
des centres sociaux de Dordogne —

**Laounia Attoumane** était enfant quand elle a poussé la porte de son centre social pour la première fois. Habitante du quartier Gour de l'Arche à Périgueux (situé en QPV), elle y suit l'aide aux devoirs. Elle est alors en primaire. Aujourd'hui, Laounia a 18 ans. Et son parcours au sein de L'Arche rime avec responsabilisation. D'abord, la jeune fille découvre la junior association JAGAS, portée par le centre social, et l'intègre à 12 ans. « Ça me plait bien. On organise des voyages sur le thème de l'environnement, on mène des actions autour du développement durable – construction de fours solaires, aide au jardinage... –, on participe à des événements en lien avec la ville, comme la Nuit des musées... », détaille Laounia. Son premier Réseau Jeunes national, c'est celui de Poitiers en 2020. Une expérience en demi-teinte. « J'ai trouvé que la thématique choisie était délicate. Mais, malgré ma timidité, j'ai bien aimé. J'ai juste regretté qu'il n'y ait pas d'aboutissement à la fin », souligne la jeune femme. S'en suit une participation à un RJD en 2021 ✨, une agora jeunesse, organisée encore à Poitiers en novembre 2021, et un deuxième RJD à Marseille. « Je préfère les RJD au RJD car c'est plus long, on débat plus en profondeur et on rencontre des jeunes de tous les horizons. C'est plus riche. Et surtout, à Marseille, c'était concret », affirme Laounia.

Autant d'étapes dans un parcours qui va la mener jusqu'au CA de la fédération des centres sociaux de Dordogne. « Comme j'étais devenue présidente de JAGAS, mon animateur a repéré que

ça pourrait m'intéresser et m'en a parlé. Et, en effet, ça m'a tenté. C'est l'occasion de passer un cap dans mon **engagement citoyen**, de découvrir la gestion d'une association de l'intérieur, de voir aussi comment les Réseaux Jeunes se construisent... », confie-t-elle. Clothilde Philippy, chargée de projet à la fédération, commente : « C'était la première fois qu'une jeune se présentait. Ça a été très bien perçu. De fait, le suffrage a parlé. Pour nous, c'est un coup de dynamisme et c'est cohérent avec le projet fédéral : nous souhaitons que les jeunes prennent plus de place dans les instances dirigeantes ».

Élue en novembre 2021 au sein du collège en charge de la gestion, Laounia fait son petit bonhomme de chemin. « Il y a des notions que je ne comprends pas. Les administrateur·rices utilisent beaucoup d'acronymes. Et parfois j'ai du mal à saisir le fonctionnement. Ça ne m'empêche pas de me sentir à ma place même si pour l'instant, je suis plus en posture d'observation », décrit la jeune femme. Côté fédération, on a bien conscience des écueils. L'équipe veille à expliquer, ralentir, adapter son discours... Un séminaire réunissant de nouveaux administrateur·rices de plusieurs fédérations devrait aussi permettre de clarifier les choses. Laounia conclut : « J'ai envie de m'impliquer encore davantage, de développer mon engagement citoyen. Mais, j'ai aussi envie d'actions concrètes. C'est parfois ce qui manque dans les rassemblements de jeunes ». Peut-être un chantier à mettre en place pour la nouvelle administratrice ?



## La Bretagne : un cas à part

Quand la FCSF lance le déploiement des Réseaux Jeunes locaux, la fédération y trouve un intérêt immédiat. Et pour cause. La question de la place des jeunes et de leur autonomie est déjà au cœur de leur réflexion. En 2020, administrateur·rices fédéraux et professionnel·les de sept centres sociaux se mettent alors autour d'une table pour concevoir leur Réseau Jeunes. « Nous voulions nous approprier le dispositif. Ce qui nous a semblé le plus pertinent, c'est de questionner l'impact. Quand des jeunes mettent en place une action, quel impact a-t-elle au sein de leur famille, du centre social et sur le territoire? », précise Serge Chalony, délégué fédéral. Le sujet est travaillé dans chaque centre en amont du RJD, programmé en avril 2021... et annulé en raison de la crise sanitaire.

Une nouvelle rencontre avec les professionnel·les des structures pour relancer la dynamique va décider la fédération à se positionner différemment. « On entend alors que, d'une part, les jeunes ont disparu dans la nature, et que, d'autre part, les animateur·rices ne se sentent pas outillé·es pour faire du « aller vers » sur l'espace public, accompagner les jeunes dans leur projet et pour travailler la question de l'émancipation », ajoute Serge. Concordance du calendrier, la fédération doit à ce moment-là rédiger son projet fédéral pour la jeunesse. Y est alors inscrite la nécessité de former les équipes à la **pédagogie sociale**, aux actions émancipatrices, ce qui sera fait en 2023-2024. « Le RJD nous a permis de mettre le doigt sur un manque, de nous interroger en profondeur sur notre motivation à organiser des rencontres de jeunes, sur notre capacité à les accompagner dans leur projet... Aujourd'hui, nous ne voulons plus proposer des activités aux jeunes, mais s'outiller pour qu'ils mènent les actions de leur choix. Notre démarche est plus réfléchie, plus construite », se réjouit Serge.



▲  
Fédération et centres  
sociaux de la Vienne

▶  
Fédération et  
centres sociaux  
de Bretagne



## ≡ VIENNE : LES PRÉCURSEURS ≡

«Après notre première participation à un Réseau Jeunes national, on a eu envie de le décliner au niveau local, mais en laissant plus de place aux jeunes dans l'organisation», énonce en préambule Cécile Martineau, déléguée adjointe à la fédération des centres sociaux de la Vienne. Ce cadre posé, un premier RJL se tient en 2015 durant un après-midi au centre socio-culturel des Trois Cités (Poitiers). Il réunit trois structures (dont deux en QPV) et une trentaine de jeunes – dont certains composent le groupe moteur créé à cette occasion –, très impliqués à toutes les étapes de l'organisation de l'évènement. «Cela a confirmé la pertinence de l'outil en termes de responsabilisation des jeunes. On a décidé de recommencer en ouvrant le RJL à d'autres structures afin de mélanger des jeunes de milieux différents», poursuit Cécile. Se met alors en place un groupe d'échanges d'animateur·rices jeunesse afin de favoriser le travail en réseau et une dynamique inter-centres.

Chaque année, depuis, se tient un Réseau Jeunes local réunissant de plus en plus de centres sociaux et de jeunes. Les séjours s'allongent également. Ainsi, en 2016, le RJL, qui réunit quarante-quatre jeunes, se tient sur deux jours (thème : la création d'associations de jeunes et le vivre-ensemble) et en 2017, il est organisé en deux temps (trois jours en mars avec cinquante-quatre participant·es et deux jours en mai avec quarante-trois jeunes) sur la thématique «Harcèlement, médias et réseaux sociaux. «Au fur et à mesure, on monte en puissance et en motivation pour les jeunes et les animateur·rices. Les débats sont riches et on en ressort avec des pistes pour que les jeunes s'impliquent davantage dans leurs centres sociaux – certain·es postulent au CA ou découvrent de nouvelles activités – ou leur vient de lycéenn·es en devenant délégué·es de classe, par exemple», commente Cécile.

En avril 2018, le quatrième RJL réunit sur quatre jours neuf centres sociaux,

de plus en plus motivés pour y participer, et soixante-cinq jeunes (thème : qu'est-ce que la réussite?). «À ce stade, notre idée, c'était de donner encore plus de pouvoir aux jeunes. On leur a proposé de créer des micro-projets en petits groupes se déroulant sur le temps du RJL – un tournoi de basket, un challenge de danse, une chorégraphie pour la boum... –, une façon de leur apprendre à expérimenter, à prendre des décisions de façon collective, etc.», ajoute Cécile. Une démarche qui impacte également les animateur·rices dont la posture d'accompagnateur·rice – et non de meneur·euse – est aujourd'hui bien

**«AUX RJL, ON APPREND CE QUE LE LYCÉE NE NOUS APPREND PAS : LE SENS DES RESPONSABILITÉS, LA TOLÉRANCE.»**

ancrée. Sauf que le bilan de ce RJL est mitigé : les jeunes ayant tout pris en main, le thème est trop peu exploité au profit des micro-projets. Il est décidé de rééquilibrer la place des jeunes et des adultes pour rester dans la co-construction, au cœur du cinquième RJL qui a lieu en avril 2019 (avec soixante-dix participant·es) sur le thème de l'influence des médias. «Les réseaux jeunes remettent en question notre posture et ce que l'on a appris durant nos études. Mais après avoir suivi une formation-action et expérimenté le travail avec les jeunes en amont et pendant les RJL, on prend conscience de leurs capacités à s'appropriier le cadre et les méthodes, que l'on fait évoluer ensemble», relate Quentin Chamillard, animateur jeunesse au

centre social de la Blaiserie, à Poitiers. Un processus qui impacte les animateur·rices, mais aussi les jeunes qui s'approprient des techniques d'animation pour ensuite les expérimenter, qui apprennent à se partager des responsabilités dans l'organisation en amont, à argumenter leur choix lors des arbitrages collectifs... Loïs, 16 ans, jeune moteur du centre socio-culturel des Trois Cités, confirme: «Aux RJL, on apprend ce que le lycée ne nous apprend pas: le sens des responsabilités, la tolérance; on peut travailler de façon beaucoup plus libre et collective sur des projets, de quoi développer la confiance en soi, l'ouverture aux autres, la persévérance...». Autre constat posé suite au quatrième RJL: le groupe moteur comprend trop de jeunes (au nombre de trente) pour prendre des décisions. Un groupe de

jeunes ambassadeurs est alors créé: ils deviennent les tuteurs des jeunes moteurs qui organisent les RJL et participent à la commission jeunesse de la fédération qui suit et oriente la politique jeunesse au niveau départemental. Sur cet enjeu, un dialogue avec les élu·es au niveau régional est également à l'œuvre. «Le RJL, un outil parmi d'autres dans un parcours d'engagement, n'est pas suffisant pour faire bouger la société; nous souhaitons désormais travailler au **niveau régional** pour faire le lien entre les différents RJL, avec d'autres dispositifs et devenir une vraie force de propositions», commente Cécile, qui ajoute: «L'AMI, ce fut pour nous une évidence. C'est intéressant pour accompagner des dynamiques plus globales et organiser un mouvement citoyen des jeunes sur l'ensemble du territoire national».

## L'agora: un autre outil pour une autre dynamique

Les 13 et 14 novembre 2021, l'Union Régionale Nouvelle Aquitaine des Centres Sociaux (URNACS) accueillait à Poitiers cinquante-quatre jeunes de la Vienne, de Gironde, de Dordogne, de Charente-Maritime et des Deux-Sèvres pour participer à un agora jeunesse. Outre les jeunes, des administrateur·rices de centres sociaux, des animateur·rices jeunes et des élu·es étaient également présent·es. Enjeu de la rencontre: proposer d'expérimenter un échange entre adultes (élu·es associatif·ives, locaux·ales, départementaux·ales, régionaux·ales et député·es) et jeunes en partant des préoccupations de ces derniers mais aussi amorcer des pistes de solutions sur les territoires et/ou d'amélioration de dispositifs existants. Un week-end visant donc à renforcer le discours citoyen et politique du réseau autour de la jeunesse avec les premier·ères concerné·es et à accompagner **l'investissement des espaces politiques** par les jeunes.

L'agora a commencé par un travail d'identification des problématiques rencontrées par les jeunes. Un débat en petits groupes qui a fait la part belle aux vécus des un·es et des autres mais

aussi aux émotions, les rêves autant que les colères. À partir de cette matière récoltée, un **théâtre-images** est organisé pour chaque thématique retenue: l'éducation (ou plus précisément la pression scolaire), la discrimination (notamment envers les personnes en situation de handicap et les personnes obèses), le sexisme et les représentations de la religion, l'épanouissement professionnel et personnel, l'expression des jeunes, la mobilité et l'écologie. Dans chaque atelier, les jeunes partagent aussi bien leurs expériences que leurs propositions. On entend, en vrac: «Il y a beaucoup d'orientations subies. Comment l'éducation nationale pourrait-elle proposer un avenir professionnel reposant davantage sur des envies?»; «les professeurs devraient enseigner avec plus de passion et de créativité pour réveiller celle des jeunes», «il faut plus communiquer sur le handicap, y compris dans les centres sociaux», «autoriser les statistiques ethniques, c'est bien pour dénoncer les cas de discrimination», etc.

De retour en plénière, chaque groupe présente son théâtre-images soit un tableau vivant qui vise d'abord à rendre compte d'une situation vécue puis, dans

un second temps, à faire une proposition pour agir sur cette réalité. Par exemple: un jeune d'abord blasé parce qu'il ne trouve pas de travail et qui subit la pression de ses parents se retrouve au sein de sa mission locale pour échanger avec d'autres jeunes sur leurs expériences respectives. Ou encore: un jeune en classe, intimidé, ayant du mal à faire un exposé, qui suit des cours au centre social pour apprendre à parler en public. Sur la mobilité aussi, les jeunes ont beaucoup à dire. Ainsi, un tableau présentant un jeune qui est en retard à l'école à cause d'un bus blindé, ce qui cause du stress, génère une série de propositions: l'organisation de co-voiturage entre les parents, la rencontre d'un élu pour qu'il mette en place de la location de vélos ou de trottinettes...

Rencontrer des élu·es, c'est l'un des objectifs de l'agora jeunesse. Jawan, 16 ans, vit à Poitiers, fréquente la maison de quartier Seve et participe à l'animation de l'évènement (voir son verbatim). À déjeuner, s'entame une discussion avec le député modéré Nicolas Turquois, réélu en 2022. Il témoigne: «Je me suis installé à côté de jeunes car je suis venu pour les rencontrer. Dans ma circonscription, c'est le public que je vois le moins. Jeunes et élu·es ne se croisent pas assez, notamment dans ce genre de circonstances, en petits groupes. Il faut que nous prenions le temps de les écouter. Et à déjeuner, le débat fut riche sur le sexisme, le voile...».

L'après-midi, les participant·es se retrouvent par territoire. Dans le groupe «Poitiers», il y a une députée, la maire de la ville et un de ses élus. Les thématiques du matin sont reprises et débattues avec l'optique d'y associer des solutions. Ici, c'est le thème de l'éducation nationale qui est retenue. Les participant·es sont alors invité·es à s'inscrire à des groupes de travail, coordonnés par une jeune volontaire. Au programme: l'organisation des rencontres (dates, fréquence...), un état des lieux de la problématique, etc. Les élu·es sont également mis à contribution pour servir de relais entre les propositions que les jeunes feront et les instances concernées, ministère, rectorat, directeur·rices d'écoles, etc. Jawan commente: «Il faut que les élu·es soient

⇒ **C'est important pour moi de parler «engagement des jeunes», de débattre, avec des élu·es notamment, des sujets qui nous touchent comme notre avenir ou l'avenir de notre pays. C'est aussi pour représenter des jeunes, qui n'osent pas encore participer à ce type d'évènement. De ce point de vue, les Réseaux Jeunes constituent une porte d'entrée irremplaçable. Cela permet de sensibiliser les jeunes à la politique, de leur donner envie de participer et d'exercer leur pouvoir d'agir. J'en suis un bon exemple: avant les Réseaux Jeunes, j'avais très peur de m'exprimer, je subissais tout et je me sentais inutile dans ce monde. Les RJ m'ont sauvé la vie car on est valorisé et cela nous donne confiance. Les RJ m'ont vraiment aidé dans ma vie scolaire et personnelle.** ⇐

Jawan Moukagni, 16 ans,  
Maison de quartier Seve,  
Poitiers (Vienne)

➤ **J'ai participé à de nombreux RJN. Et j'ai réussi à convaincre des ami-es de se joindre à moi. J'aime faire de nouvelles rencontres et m'engager dans des projets. Par exemple: depuis le RJN à Poitiers, je me suis impliqué dans un média jeunesse qu'Oumar, qui vit à Pau, veut monter. Chacun-e y travaille de son côté, il n'y a que des jeunes et aucun encadrement. Trouver des solutions, c'est bien. Mais, passer à l'action, en créant ce média par exemple, ça peut vraiment faire bouger les choses. C'est un message pour des jeunes qui restent passifs.** ↵

Nahël Essbaï, 19 ans,  
centre social des Minimes,  
Châtelleraut (Vienne)

honnêtes et nous disent quand ils n'ont pas de solutions. Dans ce cas-là, on leur dit: construisons-les ensemble». Et Cécile Martineau de conclure: «On sait accompagner les jeunes dans leur prise de parole. Ce qui est plus difficile, c'est la **co-construction** avec les adultes et le lien à imaginer entre jeunes et adultes, notamment les élu-es. Souvent, les jeunes ne tiennent pas sur la durée et les élu-es ne sont pas assez à l'écoute. Donner les solutions des jeunes aux adultes, par exemple, c'est stérile. L'agora peut nous aider à avancer sur ce point car on a travaillé sur les postures des un-es et des autres; la motivation des élu-es amène à la motivation des jeunes et inversement. Car notre ambition, c'est avant tout que les jeunes soient plus entendus et plus impliqués sur leur territoire». Elle ajoute: «Mon inquiétude, c'est la structuration des centres sociaux pour soutenir la dynamique, qui est chronophage. Outre le temps à y consacrer, cela pose aussi la question des compétences des administrateur·rices et des animateur·rices. Mais ça vaut la peine car grâce à ces rencontres, les jeunes prennent la parole, dépassent le sentiment d'illégitimité et d'impuissance, donnent envie à d'autres jeunes, s'impliquent ensuite dans des associations, des conseils d'administration... Bref, en termes d'engagement, ça marche!».

Fédération et centres sociaux de la Vienne



Fédération et centres sociaux de l'Ardèche



# AUTOUR DES RÉSEAUX JEUNES LOCAUX

# ⇒ RÉSEAU JEUNES NATIONAL / RÉSEAU JEUNES LOCAL : MÊME COMBAT! ⇐

Le Réseau Jeunes national est né en 2012. Année après année, l'évènement s'est étoffé, drainant de plus en plus de jeunes et de centres sociaux... Certaines fédérations ont à leur tour organisé leur propre Réseau Jeunes. Puis, est arrivé l'AMI, qui en a convaincu d'autres de rejoindre le mouvement. Retour sur ce maillage entre le national et le local, la FCSF et les fédérations, les jeunes d'ici et d'ailleurs... avec **Benjamin Pierron**, délégué fédéral à la FCSF, et **Roman Orinowski**, chargé de mission à la FCSF.

## Comment est née l'idée du Réseau Jeunes national ?

⇒ **Benjamin Pierron** : Il y a dix ans, la question de la jeunesse était beaucoup moins portée par la Réseau. C'est à ce moment-là que le délégué général de l'époque, François Vercoutère (voir encadré), a eu l'intuition que pour faire bouger la posture des animateur·rices, qui étaient au point sur l'organisation d'activités, l'accompagnement de projet mais pas sur l'engagement citoyen, la formation ne suffisait pas. Il fallait mettre en place un terrain d'expérimentation. Il constatait par ailleurs que les espaces où les jeunes pouvaient se croiser et échanger étaient peu nombreux.

La FCSF a alors créé un groupe de travail réunissant des fédérations et des centres sociaux sur ce sujet. Notre optique : provoquer du changement par l'action. Des animateur·rices ont d'abord été formé·es à la communication non violente et à la posture relationnelle permettant l'échange avec des jeunes sur des questions de société. Puis, en 2012, on a organisé deux sessions de rencontres réunissant des jeunes et leurs animateur·rices. L'objectif, c'était de créer les conditions d'un débat et de voir ce que ça produisait. À l'issue de ces deux évènements, on a décidé de rendre ces rencontres thématiques. Un choix nécessaire pour que les jeunes montent d'un cran en termes de réflexion. À noter que c'était la première fois que la FCSF travaillait en direct avec des personnes qui fréquentent des centres sociaux. On a

démarré avec peu de fédérations, mais elles ont peu à peu adhéré au projet, notamment celles qui accueillent les Réseaux Jeunes (voir encadré).

⇒ **Roman Orinowski** : C'est un cercle vertueux. Les centres sociaux, présents dans les Réseaux Jeunes nationaux, ont interpellé leur fédération pour qu'elle soit plus impliquée dans ce mouvement. Et du côté des fédérations, s'appuyer sur cette dynamique leur permettait de développer la question de la jeunesse sur leur territoire.

## Quel impact ont eu les premiers RJN ?

⇒ **Benjamin Pierron** : En 2014, l'organisation du RJN à Poitiers a eu un fort impact sur la fédération de la Vienne. Ils ont rapidement organisé leur propre Réseau Jeunes départemental. Un exemple parmi d'autres de lancement d'une dynamique locale par rapport aux jeunes. Cela nous a amené à voter une motion jeunesse en 2017 visant à promouvoir l'engagement des jeunes sous toutes ses formes (incluant les Réseaux Jeunes) - formation, publication, plaidoyer... - et à accompagner financièrement les territoires intéressés. Quatre RJL ont pu être organisés grâce à la motion en Moselle, à nouveau dans la Vienne, en Pyrénées-Atlantiques et dans les Bouches-du-Rhône.

En parallèle de la motion, le nombre de fédérations impliquées dans les Réseaux Jeunes nationaux n'a cessé de croître. Le problème, c'est que la

capacité d'accueil est limitée. Et puis, il nous fallait capitaliser sur ce que produisent ces rencontres. C'est là que l'appel à manifestation d'intérêt (AMI), lancé par l'ANCT (voir page 86) en 2019, intervient. On a fait un appel au réseau pour voir qui était intéressé. Trente-et-une fédérations ont répondu positivement. Elles ont été vingt-quatre au final car des territoires se sont regroupés. Ce qui les a motivés, c'est l'aspect financier, mais aussi les formations proposées et le fait que le projet soit pluriannuel.

## Quels sont, dans ce projet, les liens entre la FCSF et les fédérations, entre les RJN et les RJL ?

⇒ **Roman Orinowski** : Dès le projet retenu par l'ANCT, on a réuni les fédérations pour co-construire les RJL. On voulait que l'objectif de ces évènements, leur préparation (incluant les temps de formation) soient le fruit de décisions collectives. Le risque en effet, c'était de mettre en place une organisation descendante. Nous travaillons de fait de plus en plus en direct avec les fédérations, que ce soit pour les RJN ou les RJL. Ce sont elles qui les organisent avec les centres sociaux intéressés.

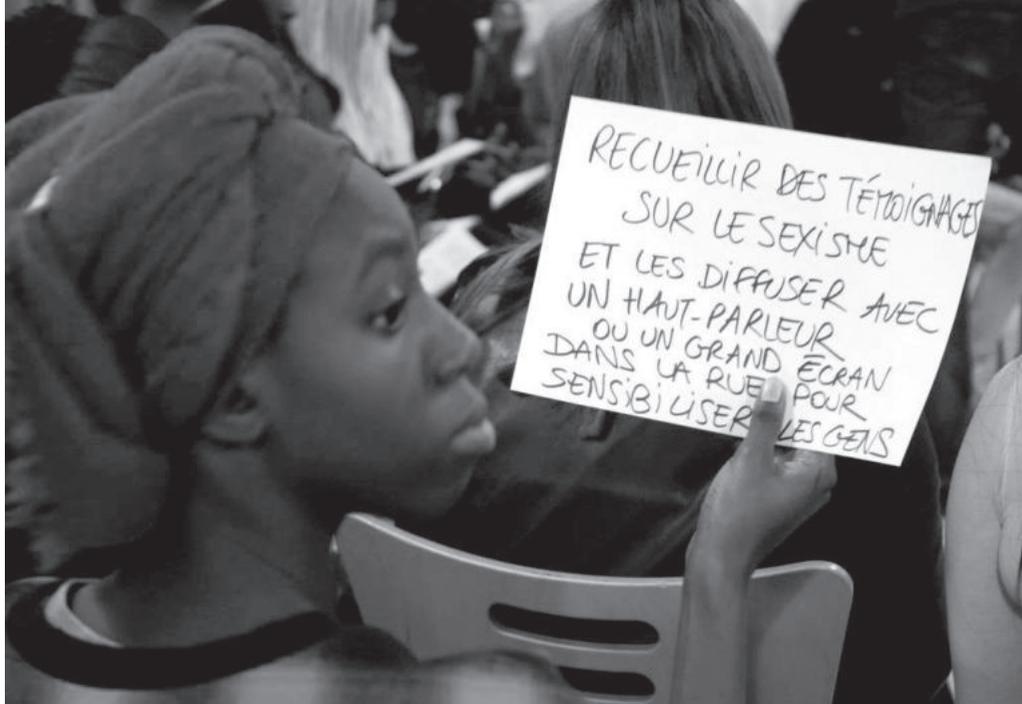
⇒ **Benjamin Pierron** : Le lien entre les deux types d'évènement se joue à deux niveaux : soit des jeunes participent au RJN pour voir comment ça se déroule et cela leur met le pied à l'étrier, ça les conforte dans leur envie d'en faire un au local ; soit, ils participent d'abord à un RJL et cela les motive pour aller au RJN, sortir de leur département, rencontrer d'autres réalités...

## En trois ans, quelles évolutions avez-vous constaté au sein des fédérations dans l'organisation de RJD ? Quid des animateur·rices ?

⇒ **Roman Orinowski** : Les fédérations ont beaucoup évolué par rapport à l'implication des jeunes dans la préparation et l'organisation. Certaines ont préféré se lancer sans jeunes pour leur première édition puis peu à peu elles ont adopté les principes de la pédagogie de l'engagement en donnant des clés à ce public pour qu'il prenne en charge leur RJL. Les jeunes ont ainsi été invités à choisir

## Les Réseaux Jeunes nationaux





Réseau Jeunes national, 2018

Réseau Jeunes national, 2019  
©Marta Nascimento

les thématiques, à dialoguer avec des élu·es...

Du côté des animateur·rices, certain·es, en étant amené·es à faire débattre les jeunes sur des sujets de société, ont découvert une nouvelle posture. Là encore, édition après édition, ils et elles ont gagné en aisance et ont développé d'autres types de contacts avec les jeunes. Résultat, on est aujourd'hui dans un processus vraiment ascendant : un jeune peut aujourd'hui faire pression sur son animateur·rice pour participer à un RJL ou un RJN ; l'animateur·rice fait pression à son tour sur sa direction, qui évoque le sujet avec sa fédération. Au final, celle-ci peut se sentir « obligée » de s'impliquer pour répondre à ces demandes.

#### Qu'est-ce que le déploiement des RJL a provoqué au sein du réseau des centres sociaux ?

➤ **Roman Orinowski** : Au-delà des RJL, les fédérations ont davantage pris en compte la question de la jeunesse sur leur territoire. Des dynamiques régionales, notamment en Aquitaine, ont également vu le jour. Et en ce qui concerne la FCSF, cela nous a mis dans une posture d'accompagnateur plus que dans celle de coordinateur, ce qui était l'un des objectifs.

➤ **Benjamin Pierron** : L'ensemble de ces dynamiques impacte le groupe stratégique sur la jeunesse, qui réunit des chargé·es de mission, des délégué·es de fédérations et quelques salarié·es de centres sociaux, mis en place suite à la motion jeunesse. Notre objectif : soutenir les fédérations dans leur projet, les renforcer pour qu'elles puissent mener à bien leurs actions, travailler ensemble sur la pédagogie de l'engagement et aussi réfléchir à toute cette matière récoltée lors des Réseaux Jeunes. Comment porter la parole des jeunes sur le plan politique ? Telle est la question. Ces rassemblements produisent du changement chez ce public en termes de compétences, de conscientisation, d'envie d'agir. Notre but : les impliquer de plus en plus dans la transformation de politiques publiques au niveau local et national.

➤ **L'aventure des Réseaux Jeunes a démarré en 2010 à partir de constats et d'envies. Constat sociétal : il y avait alors une moindre prise en charge par les politiques publiques des moins de 30 ans. L'envie, c'était de sortir de la façon de faire de la FCSF en privilégiant l'expérimentation. Mon intuition, c'était qu'il suffisait de rassembler des jeunes d'horizons différents pour que quelque chose se passe. Le tout en s'appuyant sur les principes du développement social local : mettre en avant les compétences de chacun·e et permettre une prise de conscience des jeunes sur les systèmes de valeur du monde qui les entoure. Un Réseau Jeunes permet en effet à ce public d'élargir sa bulle et de se sentir partie prenante d'univers plus larges.** ↵

\_\_\_\_\_  
François Vercoutère,  
ancien délégué général  
et initiateur des RJ

# DES RENCONTRES NATIONALES TOUT AU LONG DU PROCESSUS

Entre fin 2019 et fin 2022, cinq rencontres nationales auront été organisées, en présentiel et en distanciel. Retour sur ces séminaires aux objectifs et aux retombées multiples.

## PREMIER SÉMINAIRE

Les 7 & 8 novembre

La Cité refuge à Paris

2019

Ce premier séminaire, qui a réuni cinquante-sept personnes (animateur·rices, directeur·rices et administrateur·rices), a eu pour objet de lancer collectivement le dispositif. «Le déploiement des RJL, c'est un package qui comprend de l'animation locale et nationale, une évaluation externe (menée par l'Agence Phare), un programme de formation, des publications, une vidéo... Cette première rencontre nous a permis de nous muscler tous ensemble sur cette expérimentation, de faire réseau et de suivre les avancées des un·es et des autres», résume Benjamin Pierron, délégué fédéral à la FCSF. En pratique, les deux jours ont été consacrés à des jeux d'interconnaissance, aux interventions de l'ANCT et de François Vercoutère, ancien délégué général, visant à redonner des éléments de contexte, à des témoignages de fédérations ayant déjà organisé un RJL, à des échanges de pratiques, à des partages d'informations sur d'autres formes de rassemblements de jeunes (Junior associations, parlement libre de jeunes...). Marine Farigoul, animatrice jeunesse au centre social Sillon de Bretagne à Saint-Herblain (44) et missionnée par la fédération des centres sociaux de Loire-Atlantique pour travailler sur les RJD, témoigne: «À l'époque, je n'étais jamais allée à un RJN. J'étais curieuse de m'acculturer sur ce dispositif, de prendre connaissance des pratiques d'autres territoires, notamment en zone rurale, car leur réalité est différente de la nôtre... Suite à ce séminaire, avec les trois autres centres sociaux impliqués, on a pu transmettre l'esprit des réseaux jeunes à nos collègues, en donner une lecture concrète et lancer la dynamique en Loire-Atlantique. D'autres centres sociaux nous ont alors rejoints».

## DEUXIÈME SÉMINAIRE

Le 17 décembre

En distanciel

2020

En raison de la pandémie, seuls deux RJL ont pu se tenir en 2020 (un dans l'Ain et l'autre en Ardèche en distanciel). Un contexte sanitaire qui a également impacté la rencontre nationale 2020 qui a pris la forme d'une «émission de télévision». Roman Orinowski, chargé de mission à la FCSF, était à l'animation, accompagné de Manëlle Brahimi, très impliquée dans les Réseaux Jeunes sur son territoire, la Vienne. Elle commente: «C'était indispensable qu'un jeune co-anime. Si on plaide que les RJD sont organisés pour et par les jeunes, il faut être cohérent». Roman et Manëlle étaient épaulés par quatre chroniqueur·euses: Jérémie Frasca, référent animateur jeunesse et chargé de mission RJD à la fédération des centres sociaux de la Vienne, Michel Brulin, administrateur à la FCSF et référent jeunesse, Louise Freulet, chargée d'études à l'Agence Phare et Anne Dhoquois, journaliste (voir son interview page 88). «Sur ce séminaire, nous avons pour objectif d'abord de rebooster les équipes, éprouvées par la crise sanitaire, et leur insuffler de la confiance pour 2021. C'était aussi une occasion de prendre de la hauteur par rapport à nos pratiques. Pour ce faire, nous avons par exemple convié Adeline de Lépinay, animatrice d'un blog sur l'éducation populaire», expose Roman. Soixante-six-neuf personnes ont suivi la visio en direct.

## Un week-end d'évaluation par les jeunes

Construire avec une vingtaine de jeunes, originaires de quatre territoires différents (Vaucluse, Drôme, Vienne et Moselle), les critères d'évaluation des RJL, tel était l'objectif de cette rencontre qui a eu lieu à Paris en décembre 2021. «Avec l'Agence Phare, qui a animé ce week-end, nous avons créé un espace où les jeunes étaient interpellés et consultés en tant qu'acteurs. De fait, ce sont les premiers concernés par les RJL», commente Roman. Un rôle que les jeunes ont endossé avec sérieux, soucieux de partager leur vécu et leur point de vue. Par exemple, Carla, de la Drôme, affirme: «Après nos rencontres, il n'y a pas de retombées ou de concrétisation de nos propositions». Manëlle de la Vienne, enfonce le clou: «Chaque année, on propose des solutions argumentées aux

élu·e·s mais rien ne se passe. Si nos propositions vont à la poubelle, ça ne sert à rien». Ce sera l'une des critiques récurrentes. Reste tout l'impact positif des RJN et RJL que l'on a pu entendre ici et là: «Grâce aux rencontres que j'ai pu faire, j'ai élargi mes horizons, fait évoluer mes opinions»; «les RJL, c'est une occasion de tisser des liens d'amitié et de débattre de sujets de société dans un cadre différent»; «ça m'a donné un sentiment de légitimité à exprimer mes points de vue»; «être impliqué dans la préparation et le choix du thème, c'est important. Dans le cas contraire, on se sent moins concerné·e·s». Au sortir de ce week-end d'évaluation, les jeunes ont listé des préconisations pour améliorer les RJD (voir encadré page 81). Celles-ci ont été présentées au quatrième séminaire.





◀ Séminaire 2020, FCSF

▼ Séminaire 2021 à la Cité du Refuge, Paris



▲ Séminaire 2019, Cité du Refuge à Paris



▲ Séminaire 2021 à la Cité du Refuge, Paris

# ⇒ LES RÉSEAUX JEUNES, UNE INITIATIVE PARMI D'AUTRES ⇐

Il existe plusieurs espaces d'engagement pour les jeunes. Des espaces conçus pour les rassembler à des âges différents. Leur point commun : sensibiliser les jeunes à des sujets de société et les rendre acteurs ! En voici quelques exemples, tous investis dans le réseau des centres sociaux.

## ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH) ÉMANCIPATEUR / 3 - 11 ANS

Lancé en 2017 par cinq centres sociaux de la Vienne, le «centre de loisirs émancipateur» a d'abord fait l'objet d'une expérimentation. L'idée est de créer un espace où les enfants peuvent s'exprimer pleinement, agir, décider ensemble, expérimenter, etc. En résumé, il s'agit de responsabiliser les enfants grâce à un mode de fonctionnement les laissant libres de choisir leurs activités. Au sein de la structure, qui devient un bateau, une salle de commandes est installée où les projets des enfants, âgés de 3 à 11 ans, peuvent éclore. Les adultes, eux, se positionnent en appui des idées des petits, comme organiser une sortie à la piscine, faire un atelier bricolage, préparer un spectacle, etc. Et ça marche ! Petits et grands y trouvent leur compte. Un référentiel d'outils et de formations à destination des équipes tentées par l'expérience a été rédigé. De quoi convaincre d'autres territoires de se lancer...

<https://vienne.centres-sociaux.fr/visees-de-lalsh-emancipateur/>

## LES JUNIORS ASSOCIATIONS (JA) / 11 - 18 ANS

«Il n'est jamais trop tôt pour agir». Tel est le slogan du Réseau national des Juniors associations. Le concept ? Permettre à des jeunes âgés de 11 à 18 ans de mettre en place des projets dans une dynamique associative. Objectif : favoriser l'autonomie des jeunes. Pour ce faire, le réseau met à leur disposition de nombreux outils (ouverture d'un compte en banque, assurance, formation, accompagnement...) pour rendre possible la concrétisation de leurs projets.

<https://juniorassociation.org/index.php>

## LES RÉSEAUX JEUNES / 14 - 20 ANS

Les tranches d'âges impliquées dans les Réseaux jeunes varient selon les territoires. C'est même un sujet de débat et un point de vigilance pour les fédérations qui parfois, d'une année sur l'autre, le font évoluer. De fait, la plupart de ces rassemblements concernent plutôt les 15 - 18 ans. C'est en tout cas l'une des étapes possibles dans un processus d'engagement qui peut avoir commencé dans une JA et se poursuivre dans un parlement de jeunes. «Chaque offre demande un degré de maturité différent, explique Benjamin Pierron, délégué fédéral à la FCSF. D'où l'intérêt de créer un parcours d'engagement et surtout ne pas être en concurrence. Un adolescent passé par un Réseau Jeunes pourra ainsi se sentir plus à l'aise à participer à un parlement libre de jeunes».

[https://www.centres-sociaux.fr/chantiers\\_federaux/jeunesse/](https://www.centres-sociaux.fr/chantiers_federaux/jeunesse/)

## PARLEMENT LIBRE DE JEUNES (AEQUITAZ) / 18 - 30 ANS

Un parlement libre de jeunes, qui s'organise à un niveau régional, c'est une expérience démocratique directe. L'évènement, qui rassemble entre cinquante et cent personnes, commence par le partage des rêves et des collègues des jeunes dans leur diversité : des jeunes qui sont habitués à des espaces de débat et d'autres qui n'y ont pas accès ou pensent que leur voix ne compte pas. Outre les inscriptions individuelles, des structures diverses (associations de quartier, foyers de jeunes travailleurs, centres sociaux, etc.) accompagnent des jeunes de leur propre réseau.

La mise en commun des émotions positives ou négatives détermine les sujets de discussion du parlement. Ensuite, il s'agit d'analyser qui peut intervenir sur les problématiques qui ont été choisies, d'organiser un dialogue avec des décideur·euses et de formuler des propositions (des préjugés à combattre, des actions collectives à mener, des lois à changer). Celles-ci sont votées par les jeunes réunis en parlement libre. Il existe une version locale - assemblée libre de jeunes - qui rassemble entre vingt et cinquante jeunes. «Ces dispositifs visent à permettre aux jeunes de lutter concrètement contre l'injustice, la précarité... Tout l'enjeu, c'est de poursuivre le travail initié dans ces rassemblements. On n'y arrive pas toujours mais notre objectif, c'est bien de transformer la société», explique Fabrice Dumas, artisan de justice sociale chez Aequitaz.

<https://www.aequitaz.org/projets/parlement-libre-des-jeunes/>

# ⇒ ENTRETIEN AVEC AGATHE MAS ET CHRISTINE DUVAL ⇐

—Anciennes coordinatrices de Tremplinasso—



Née le 1<sup>er</sup> janvier 2020 de la fusion de plusieurs entités, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a vocation à accompagner les projets de territoire et à lutter contre les fractures territoriales. Dans cette perspective, elle a notamment piloté l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) TremplinAsso. Retour sur cette initiative qui a rendu possible le déploiement des Réseaux Jeunes locaux.

## Dans quel objectif a été lancé l'appel à manifestation d'intérêt ?

⇒ **Agathe Mas :** Cet AMI, que nous avons appelé TremplinAsso, a été lancé en 2019 suite au souhait du président de la République d'une grande mobilisation en faveur des habitant·es des quartiers. Parmi les besoins et les leviers identifiés, figuraient la structuration de la vie associative par les têtes de réseau et le développement de projets d'ampleur permettant de dynamiser ces territoires.

⇒ **Christine Duval :** Il y a des associations locales dans tous les QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville) mais tous ne sont pas investis par des associations nationales, plus structurées. Notre ambition, c'était de favoriser l'implantation territoriale de ces têtes de réseau dans un plus grand nombre de quartiers pour qu'ils bénéficient d'actions dont ces associations nationales sont porteuses.

## Quels étaient les critères d'attribution ?

⇒ **Agathe Mas :** Il y avait, entre autres, une intervention dans des QPV dans trois régions au minimum, la mise en place d'actions en direction des habitant·es, l'implication de co-financeurs, l'antériorité de l'action... Il ne s'agissait pas de financer de nouvelles initiatives ou des expérimentations mais bien des actions ayant fait leurs preuves dont l'AMI allait favoriser le déploiement. À noter que nous avons retenu quarante-quatre lauréats sur les 350 dossiers de candida-

ture. Des lauréats qui ont bénéficié d'une dotation de 15 millions d'euros par an sur trois ans. À travers l'AMI TremplinAsso, nous avons doublé le soutien financier aux têtes de réseaux associatives mobilisées dans les quartiers sur la période 2019-2021. C'est pour nous un fort engagement. TremplinAsso est le premier AMI de cette ampleur pour les associations de la politique de la ville.

## Pourquoi avoir retenu la FCSF et son projet de déploiement de Réseaux Jeunes locaux ?

⇒ **Agathe Mas :** Tout d'abord, la FCSF correspondait en tout point aux critères sus-évoqués et des orientations de l'AMI. Ensuite, les centres sociaux sont de très bons relais sur le territoire, très bien implantés dans toute la France et notamment dans les QPV. Leur projet a, par ailleurs, une résonance à la fois nationale et locale (les RJN et les RJD) et s'adresse aux jeunes, dont on sait qu'ils constituent une grande partie de la population des QPV. Les RJD représentent une opportunité pour que des jeunes issus de zones rurales et de QPV échangent et qu'ils prennent la parole sur des sujets de société. C'est une occasion pour apprendre à débattre et à formaliser un argumentaire.

⇒ **Christine Duval :** Les centres sociaux sont des acteurs incontournables de la politique de la ville. C'est parfois la dernière structure encore ouverte dans certains quartiers. Je vais poser votre ques-

tion un peu différemment. Est-ce que la FCSF aurait pu ne pas être lauréate ? Je n'en suis pas sûre. D'autant que le projet déposé concernait la jeunesse – ce n'était pas le seul –, et le développement de son pouvoir d'agir, c'est l'originalité de leur proposition. Une démarche difficile car mobiliser des jeunes sur cette thématique, encore plus en période de crise sanitaire, n'a rien d'évident. L'évaluation proposée par l'Agence Phare est très instructive de ce point de vue : grâce aux RJD, les jeunes développent leur capacité de s'informer, de prendre la parole, de faire évoluer leur opinion, d'émettre des propositions collectives... L'Agence Phare souligne que cela ne se transforme pas ou peu en actions associatives « militantes », au sens engagées du terme. Reste qu'il y a un effet immédiat à ces manifestations que sont l'implication citoyenne des jeunes et le fait qu'après un RJD ils se sentent mieux dans leur environnement familial, amical et scolaire.

## Quel impact a eu la crise sanitaire sur TremplinAsso ?

⇒ **Agathe Mas :** Il y a eu, d'abord, un net ralentissement des projets de déploiement (ce qui nous a amené à prolonger de quelques mois la durée de l'AMI). Mais, face aux urgences et aux besoins de la population, les associations devaient proposer des actions. C'est une chance que grâce à l'AMI les têtes de réseau aient été présentes sur davantage de territoires, devenant des relais indispensables pour certains dispositifs comme les quartiers d'été. Pour nous, ce fut aussi l'occasion de bénéficier de leurs retours de terrain. Des échanges réguliers se sont instaurés et une relation, au-delà du cadre de l'AMI, s'est nouée.

⇒ **Christine Duval :** Nous avons en effet profité de l'AMI pour mettre en place une communauté d'associations qui se faisaient l'écho des problématiques des territoires. Nous les avons rassemblées en visio plusieurs fois durant la crise sanitaire. Le fait que l'AMI ait été lancé juste avant a largement facilité la mise en place de cette dynamique. J'ajouterai que les élections municipales de mars et juin 2020 ont représenté une autre dif-

ficulté. Le changement d'équipes a parfois freiné les projets, qui, dans certains cas, ont dû être réorientés sur d'autres territoires.

## Pourquoi l'AMI a-t-il été lancé sur trois ans et, durant cette période, comment avez-vous suivi les actions menées ?

⇒ **Agathe Mas :** Les conventions pluriannuelles sont calibrées sur trois ans. Trois années, c'est, par ailleurs, suffisamment long pour permettre un travail sur la durée. Durant cette période, chaque lauréat était suivi par un membre de l'équipe – composée de vingt personnes – et un comité de pilotage était organisé une à deux fois par an. Nous recevions régulièrement des éléments d'évaluation et nous avions des échanges soutenus avec chaque tête de réseau. J'ai également assisté au séminaire réunissant des fédérations, des centres sociaux et des jeunes, organisé en décembre 2021 par la FCSF.

## Maintenant que l'AMI touche à sa fin, qu'attendez-vous des actions déployées ? Et quel bilan dressez-vous ?

⇒ **Agathe Mas :** Plus que tout, nous voulions éviter qu'après trois ans de financement, les actions s'arrêtent. D'où notre choix de soutenir des actions en place, ayant déjà noué des partenariats. Il faut désormais que ces initiatives continuent à trouver des relais financiers sur leurs territoires respectifs. Nous pouvons, du reste, accompagner cette recherche de financements. L'évaluation menée est un bon outil pour mener cette démarche car elle permet de bien présenter les actions et de les valoriser. D'ores et déjà, le soutien de l'AMI a amené d'autres financeurs à se mobiliser.

⇒ **Christine Duval :** Il était clair dès le lancement de l'AMI que le déploiement de projets était inscrit dans le temps, avec un début et une fin. Dans la plupart des cas, l'implantation locale de ces actions a été une réussite. De notre côté, il y a un autre élément positif, c'est que grâce à l'AMI nous avons une meilleure connaissance des associations nationales et des têtes de réseau. Notre lien est plus prégnant et la coopération plus simple à mettre en place.

# ENTRETIEN AVEC ANNE DHOQUOIS

— Journaliste et Auteure des livrets sur les Réseaux Jeunes —

Propos recueillis par Roman Orinowski



©Marta Nascimento

**Vous travaillez depuis quelques années en tant que journaliste dans le réseau des centres sociaux...**

➤ **Anne Dhoquois :** En effet, je connais bien le réseau. J'ai écrit le livre *Agir près de chez soi*, publié en janvier 2017 (éditions de l'Atelier), qui traite du déploiement de la notion de pouvoir d'agir au sein des centres sociaux. Un concept que j'ai pu appréhender sous des formes très différentes en fonction des structures, des territoires, des publics... J'ai continué à suivre le réseau avec le journal « C'est possible » dont je rédige la plupart des dossiers. Est venue ensuite la proposition de rédiger les deux livrets sur les Réseaux Jeunes : un premier, sorti en janvier 2021, et celui-ci. Je précise que depuis quasiment le début de ma carrière, il y a vingt-cinq ans, je travaille beaucoup (dans le cadre d'articles, de livres ou de sites web) sur le monde associatif, l'ESS, la démocratie participative, la banlieue, l'engagement. Autant de thèmes qui font écho aux sujets que je traite au sein du réseau des centres sociaux.

**Depuis fin 2019, vous travaillez sur les livrets. Que pouvez-vous nous dire après ces nombreux entretiens et reportages dans le monde des réseaux jeunes ?**

➤ **Anne Dhoquois :** C'est très riche, surtout après près de trois ans de matière récoltée. C'est assez rare de travailler sur un sujet aussi profondément, de façon aussi transversale et sur la durée. J'ai en effet compilé le regard de profils différents, de territoires très divers, d'une grande diversité de jeunes... Je me suis aussi beaucoup déplacé. Le tout m'a permis d'avoir une vision à 360 degrés du déploiement des RJD. Ce que je peux en dire, c'est que ce dispositif

est juste et bien pensé, dans le sens où il y a peu d'espace dans la société pour que les jeunes s'expriment, débattent, se confrontent à d'autres réalités. Des échanges qui ne sont pas possibles (ou plus difficiles) à l'école ou en famille.

Les RJ leur donnent l'occasion de prendre la parole, d'écouter celle d'autres jeunes, issus d'autres milieux et classes sociales. C'est ce que j'appelle l'altérité. C'est très formateur de faire évoluer un point de vue personnel en l'ayant confronté à d'autres vécus ou opinions. L'ensemble se déroule en plus dans un cadre sécurisant, car ils fréquentent les centres sociaux, ils connaissent les animateurs-rices. Souvent dans les témoignages, les jeunes disent : « J'étais timide et je me suis ouvert, grâce à la bienveillance ressentie pendant les échanges, et au "non jugement" ».

**Pour vous, l'altérité, c'est important ?**

➤ **Anne Dhoquois :** Absolument ! Grâce à mon métier – et c'est sans doute pour cela aussi que je l'ai choisi –, j'ai la chance de rencontrer plein de gens différents, à deux pas de chez moi – je me souviens encore de mon premier reportage dans une banlieue populaire alors que je suis née à Paris – ou à l'autre bout du monde. C'est une ouverture d'esprit importante de rencontrer l'altérité. Il y a des gens qui ne se confrontent jamais à d'autres réalités. Cela me semble vraiment important pour faire société.

**Pour autant, avez-vous constaté des écarts ?**

➤ **Anne Dhoquois :** Sur les RJ, il y a clairement une disparité entre les animateurs-rices, ce qui a un impact sur leur capacité, par exemple, à faire naître le débat. Certain·es savent très bien y faire quand d'autres ne semblent pas prendre très au sérieux « l'enjeu » de ce travail. D'où l'importance de la formation sur les questions de débat, d'émancipation. Cela permet également aux animateurs-rices de se confronter à d'autres manières de faire, d'autres façons d'aborder leur travail. Et parfois, cela redonne du sens à leur métier. Durant ces trois ans de terrain, j'ai souvent rencontré des gens remarquables et

pertinents. Cela change tout par rapport aux jeunes. Car c'est souvent grâce à eux qu'ils entament un processus d'engagement. Ce n'est pas le cas partout. C'est la force et la fragilité d'un réseau comme celui-ci : au-delà de la formation, on ne peut s'abstraire du facteur humain et des différences d'implication, de talent, etc.

**Globalement, quel bilan dressez-vous des RJD ?**

➤ **Anne Dhoquois :** La question des retombées concrètes, qui revient souvent dans la bouche des jeunes, est importante à traiter pour ne pas générer une frustration délétaire et anti-productive au regard des objectifs. Quel rôle les centres sociaux peuvent jouer après les rencontres ? Comment accompagner les jeunes dans le déploiement de leur pouvoir d'agir ? Je trouve intéressant que le réseau s'interroge collectivement sur ces enjeux. D'autant que sur certains territoires, les jeunes commencent à impacter la vie locale, c'est le cas en Ardèche par exemple.

Pour résumer, je dirai qu'un Réseau Jeunes, c'est une façon de faire société. C'est d'autant plus important que ce public-là représente l'avenir et qu'ils vivent dans un monde où, via les réseaux sociaux, ils sont de moins en moins confrontés à d'autres opinions. Cela permet également aux jeunes de se sentir légitimes à penser, débattre, émettre des opinions, faire des propositions. Dans la construction d'une personne, c'est fondamental et cela leur servira tout au long de leur vie.

# INDEX DES TERRITOIRES

## AIN

Centre social et culturel d'Arbent-Marchon.....	42
Centre social Jacques Prévert (Bellignat).....	39
Centre social Les 7 lieux (Hauteville-Lompnes).....	41
Centre social de Montréal-la-Cluse.....	42
Centre social Pôle Pyramide (Saint-Denis-lès-Bourg).....	41
Fédération des centres sociaux de l'Ain.....	39, 41

## ALLIER

Fédération des centres sociaux de l'Allier.....	50
---	----

## ARDÈCHE

Centre social d'Annonay.....	58
Centre social du Pouzin.....	59
Fédération ardéchoise des centres sociaux.....	58
MJC CS Couleur de liens (Privas).....	58

## BAS-RHIN

Fédération des centres sociaux du Bas-Rhin.....	25
---	----

## BOUCHES-DU-RHÔNE

AVES (Vitrolles).....	12, 13, 28
Centre social Frais Vallon (Marseille).....	13
Union des centres sociaux des Bouches-du-Rhône.....	12

## BRETAGNE

Fédération des centres sociaux de Bretagne.....	65
---	----

## CHARENTE-MARITIME

Fédération des centres sociaux de Charente-Maritime.....	48
--	----

## DEUX-SAVOIE

Fédération des centres sociaux des Deux-Savoie.....	26
---	----

## DORDOGNE

Centre social Gour de l'Arche (Périgueux).....	64
Centre social Le Ruban vert (Brantôme et Mareuil).....	38
Fédération des centres sociaux de Dordogne.....	38, 64

## DRÔME

Fédération des centres sociaux de la Drôme.....	62
Maison citoyenne Noël Guichard (Romans-sur-Isère).....	60

## GIRONDE

Centre social du Grand parc (Bordeaux).....	43, 44, 46
Centre social La Châtaigneraie (Pessac).....	45
Centre social de Martignas-sur-Jalle.....	44
Fédération des centres sociaux de Gironde.....	43

## GUYANE

EVS d'Awala-Yalimapo.....	11
---------------------------	----

## HAUT-RHIN

Union départementale des centres socioculturels du Haut-Rhin.....	10
---	----

## ÎLE-DE-FRANCE

Fédération des centres sociaux des Hauts-de-Seine.....	46
Union francilienne des fédérations des centres sociaux et socioculturels.....	46

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

Fédération des centres sociaux du Languedoc-Roussillon.....	8
Centre social La Cour des miracles (Salindres/Gard).....	8, 29
Centre social Le Kiosque (Saint-Julien-les-Rosiers/Gard).....	9

## LOIRE-ATLANTIQUE

CSC Pierre Legendre (Couëron).....	53
Centre social Sillon de Bretagne (Saint-Herblain).....	78
Fédération des centres sociaux de Loire-Atlantique.....	51
Maison de quartier Méan-Penhoët (Saint-Nazaire).....	52

## MAINE-ET-LOIRE

Centre social Evre et Mauges (Beaupréau-en-Mauges).....	27
---	----

## MOSELLE

CSC Imagine (Serémange-Ezrange).....	37
Fédération des centres sociaux de Moselle.....	37

## NORD

Centre social de Hazebrouck.....	19
Centre social Echo (Roubaix).....	19
Centre social Mosaïque (Lille).....	18, 28
Fédération des centres sociaux du Nord.....	18

## NOUVELLE AQUITAINE

Union régionale Nouvelle Aquitaine des centres sociaux.....	68
---	----

## PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Centre social La Haut (Oloron).....	63
Fédération des centres sociaux des Pyrénées-Atlantiques.....	62

## SEINE-ET-MARNE

Centre social Nangis Lude (Nangis et Fontenailles).....	36
Fédération des centres sociaux de Seine-et-Marne.....	36

## SEINE-SAINT-DENIS

Centre social Guy Toffoletti.....	22
Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis.....	20

## VAUCLUSE

Centre social d'Orel (Avignon).....	30
Fédération des centres sociaux du Vaucluse.....	30

## Vienne

Centre social de la Blaiserie (Poitiers).....	67
Centre social des Minimes (Châtelleraut).....	70
Centre socioculturel des Trois Cités (Poitiers).....	67, 68
Fédération des centres sociaux de la Vienne.....	31, 67
Maison de quartier Seve (Poitiers).....	69

# REMERCIEMENTS



## La FCSF remercie

l'ensemble des **animateur•rices, jeunes, salarié•es fédéraux, partenaires** pour leur contribution à cette publication.

Nous remercions également **AEQUITAZ, Engrenages, La Boîte sans projet** &

**Sébastien Hovart** pour réfléchir avec nous à cette démarche en faveur de l'engagement des jeunes et enrichir nos pratiques

& **Marta Nascimento** pour ses photos.

---

Coordination: **Roman Orinowski**  
Journaliste: **Anne Dhoquois**  
Conception graphique: **Marion Papin**



AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES



# TEXTE VAINQUEUR DU REZOVIZION

GUYANE

Nous avons vécu un rêve,  
Un rêve sans prophétie  
Un rêve qui aspire à devenir réalité  
La Guyane est riche de saveurs, et de cultures,  
Terre d'abondance, une île près du salut.  
Nous sommes métis, métis par nos cultures multiples.  
Cher Manioc de mon pays  
Celui qui me réchauffe le cœur  
Et qui rassemble tous les peuples de ma Guyane.  
Tu me rappelle ma jeunesse,  
Cette jeunesse pleine d'espoir  
Attachée par un lien positif  
Un partage de richesses et de savoirs  
Comme on dit chez nous,  
On ne donne pas du poisson  
À un homme qui a faim  
On lui apprend à pêcher.  
J'ai vécu, et vous m'avez appris!

Avec le soutien de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

**Cette publication a été rédigée à partir d'entretiens et de reportages effectués entre DÉCEMBRE 2019 et JUIN 2022 (les évènements ayant eu lieu après cette date sont uniquement cités), à l'occasion des Réseaux Jeunes ou lors de leur préparation. Elle est construite de manière chronologique en suivant la méthodologie de projet, du diagnostic jusqu'à la mesure des impacts. Chaque territoire impliqué dans la démarche figure au moins une fois dans ce document à l'une des étapes du processus.**

